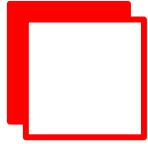


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 201 - 1,50 € - Janvier - Février 2009



Pour l'Emancipation Sociale!

Sans ambiguïté, soutien au peuple palestinien

Le massacre de masse perpétré par l'Etat d'Israël contre la population de Gaza, tout comme l'impunité totale dont il bénéficie de la part de ladite communauté internationale, démontrent, encore une fois, le visage hideux que revêt la «civilisation» impérialiste pour assurer sa domination. Enfermés dans leur ghetto, affamés par le blocus, privés de soins et de travail, les Palestiniens font face à une soldatesque surarmée, sophistiquée, ivre de sang des innocents et qui rêve d'écraser sous les décombres les guérilleros. Le comble de l'horreur est atteint lorsque les médias complices nous transmettent des images d'Israéliens qui, des hauteurs de Sderot, assistent complaisamment au carnage. Un peuple qui en soumet un autre ne peut être un peuple libre. Un Etat colonisateur se définissant comme juif est, par essence, raciste et islamophobe. Son origine sioniste impliquant l'expulsion des Palestiniens, ses crimes qui, depuis Deir Yassin¹, se sont succédé, sont autant de marques d'infamie. Que Livini, Olmert, Barak se nourrissent du sang palestinien pour devancer lors des prochaines élections leurs hideux concurrents d'extrême droite ajoute encore une note macabre à la sinistre farce de la défense de l'Etat d'Israël. Mais il s'agit peut-être là, nous osons l'espérer, d'une intervention de trop qui signerait leur acte de décès politique. Après leur échec au Liban et quand bien même parviendraient-ils à écraser militairement le Hamas, le combat pour la libération nationale du peuple de Palestine en sortira raffermi. La mascarade d'Oslo aura vécu. L'Autorité palestinienne corrompue tout comme les ignobles dictatures et pétro-monarchies arabes seront désavouées par leurs propres peuples malgré toutes les opérations de désinformation dont ceux-ci sont victimes.

Déjà le mythe répandu de la défense d'Israël s'effondre. La vérité apparaît de plus en plus en pleine lumière et tous les plumitifs et pisse-copie des médias n'y changeront rien : cette agression préméditée a commencé en juillet 2007 lorsque les USA et l'UE ont rejeté le Gouvernement palestinien d'Union nationale, lorsqu'ils ont voulu punir le peuple d'avoir mal voté. Elle s'est poursuivie par l'enlèvement et la séquestration de députés et de dirigeants palestiniens, le bouclage, le blocus de Gaza, les incursions armées, les assassinats prétendument ciblés. Elle a été militairement engagée le 18 décembre dernier. La riposte dérisoire par quelques roquettes artisanales ne fut qu'un prétexte.

Les manifestations de soutien au peuple palestinien, y compris en Israël, arabes israéliens et juifs pacifistes unis, démontrent que la différence est faite entre colonisés et colonisateurs, opprimés et oppresseurs. Certes, la libération nationale ne s'identifie pas à l'émancipation sociale mais en affaiblissant l'impérialisme, elle en est partie intégrante. A la différence de la «Gauche» bourgeoise, nous ne renvoyons pas dos à dos l'impérialisme et les revendications des peuples colonisés.

1) Village palestinien où toute la population fut massacrée en 1948



Gaza : Déclaration des AES

(Amis de l'Emancipation Sociale de Franche-Comté, déclaration rédigée le 3 janvier 2009)

Sur un territoire de 15 kms de large, de 80 kms de long, s'est abattu un déluge de fer et de feu, plus de 300 tonnes de bombes se sont déversées sur une population de 1,5 million d'habitants. On dénombre plus de 450 morts, dont, au bas mot, plus de 30 % de civils dont 40 enfants de moins de 16 ans et 16 femmes.

Et que nous disent les dirigeants israéliens ?

Que la sauvagerie de leurs bombardements se justifie vis-à-vis des terroristes palestiniens et tant pis pour les dommages collatéraux ! **Ils nous disent** que 4 morts israéliens valent plus que les 450 morts palestiniens, les 2 000 blessés hospitalisés et que cela ne suffit pas !

Depuis des années, **ils nous disent** qu'il est normal pour eux de procéder à des tortures, à des exécutions dites ciblées, à des emprisonnements sans jugement, au vol des terres palestiniennes, à la poursuite de la colonisation

Ils veulent faire admettre à l'opinion internationale qu'imposer le blocus à Gaza, qu'affamer sa population, qu'édifier cette prison à ciel ouvert serait une œuvre de paix, et que, contrairement aux faits, leur agression aérienne qui détruit les bâtiments publics, les habitations des civils, l'université, ne serait qu'une offensive face à la terreur provoquée par la riposte de katouchkias, à leur terrorisme d'Etat.

En fait, les dirigeants israéliens engagés dans une campagne électorale, **plongent leurs mains dans le sang palestinien** pour retrouver un semblant de popularité en flattant les sentiments bellicistes et racistes d'une fraction de leur population. Cette surenchère macabre vise à les exonérer de leurs propres turpitudes : la corruption qui les gangrène et le clientélisme dont ils ont besoin pour se maintenir au pouvoir vis-à-vis de leur propre peuple qu'ils aliènent.

Car un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre.

S'ils agissent ainsi, avec l'arrogance qui les caractérise, c'est qu'ils ont obtenu, préalablement, le feu vert du Pentagone, d'un Bush en fin de mandat et des Gouvernements euro-

péens et de leurs satellites arabes.

Comment peut-on expliquer autrement la visite au Conseil des dirigeants européens en décembre 2008 de Mme Livni ? Elle déclare que l'option militaire contre Gaza est sur la table et obtient, pour Israël, un statut politique revalorisé auprès de l'Union Européenne.

Comment expliquer sa visite en Egypte auprès de Moubarak au cours de laquelle elle prévient de l'offensive israélienne imminente et obtient le renforcement de la fermeture de la frontière entre l'Egypte et Gaza ? La souricière était en place avec la complicité de Moubarak.

Comment expliquer qu'après 6 mois de trêve décidée unilatéralement par le Hamas qu'aucun geste n'ait été accompli par Israël pour lever le blocus ?

Comment expliquer les deux poids deux mesures, le double langage des grandes puissances qui condamnent fermement les tirs meurtriers des roquettes palestiniennes qui ont fait 4 morts, et, pour les plus de 450 morts en 3 jours, les 2 000 blessés hospitalisés en 3 jours, ces grandes puissances ne font que déplorer, regretter l'emploi disproportionné de la force de l'Etat d'Israël qui a toujours refusé d'appliquer les résolutions de l'ONU.

Peut-on croire ce que disent les dirigeants israéliens ?

Ils disent vouloir la Paix mais livrent une guerre impitoyable contre le peuple palestinien.

Tout en nous faisant croire le con-



traire, **ils refusent** l'arrêt du blocus, la réouverture des points de passage, le démontage du mur de la honte.

Ils refusent d'arrêter la colonisation, de se retirer des territoires occupés.

Ils refusent le droit au retour des réfugiés de 1948.

Ils refusent de restituer les fermes de Chaaba au Liban, et le Golan à la Syrie.

Ils osent dire qu'ils veulent la paix mais poursuivent leur politique expansionniste.

Ils refusent la création d'un Etat palestinien et font tout pour corrompre l'Autorité palestinienne qui n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Comme pour n'importe quel Etat agresseur, **il faut exiger la mise en place d'une force d'interposition de l'ONU et l'application de ses résolutions**

Avec Michel Warschawsky, ce militant pacifiste israélien, **il nous faut proclamer** :

- **que l'Etat d'Israël doit immédiatement être suspendu des institutions internationales tant que les résolutions de l'ONU ne seront pas appliquées**

- **que ses dirigeants politiques et militaires doivent être jugés par un Tribunal international pour crime de guerre**

La Paix dans la région nécessite la plus large mobilisation des peuples pour la condamnation des agresseurs et le soutien à la résistance palestinienne.

Arrêt immédiat de l'agression israélienne.

Reconnaissance dans les plus brefs délais de l'Etat Palestinien !

Expulsé, abandonné, humilié, réprimé, le peuple palestinien est toujours vivant.

Que vive le Peuple palestinien

Pour que vive en paix côte à côte les peuples de Palestine et d'Israël

Gaza : une contre information nécessaire

Gaza : une agression préméditée !

par Gilbert Achcar le 28.11.2008 paru sur <http://www.indigenes-republique.fr>

« ...le général Omar Suleiman, chef des renseignements égyptiens, a informé certaines capitales arabes qu'Israël allait lancer une offensive limitée contre la bande de Gaza ... Livni (a insisté) sur la nécessité d'éviter de faire des victimes parmi les civils durant l'opération militaire afin que des photos d'innocents ne soient pas utilisées pour exciter la rue arabe ... C'est ce scénario convenu à l'avance qui a été exécuté ... Le général égyptien (a mis) au point avec Livni le scénario du carnage offert par Israël aux Palestiniens en cette période de fêtes et de cadeaux, tandis qu'à Washington, on fait le bilan des présents offerts par les monarques arabes à son homologue américaine, Condolezza Rice : des bijoux pour plusieurs centaines de millions de dollars, dont un collier d'un coût estimé à 170 000 \$ ainsi qu'une parure en rubis et diamants de 165 000 \$ de la part du roi saoudien Abdallah, et une parure de diamants d'un coût estimé à 147 000 \$ de la part du roi jordanien Abdallah II... »

Le carnage de Gaza : criminel et abject

par Michel Warschawski, porte parole du centre d'information alternative, Jérusalem le 01.01.2009, Jérusalem paru sur www.indigenes-republique.fr

« Il faut le dire et le répéter : le carnage de Gaza n'est pas une réaction « disproportionnée » aux roquettes ... mais une action préméditée et préparée de longue date ... L'agression israélienne s'inscrit dans la guerre globale permanente et préventive des stratèges néo-conservateurs en place à Tel Aviv, et pour quelques mois encore, à la Maison Blanche ... Le « choc des civilisations » de Huntington n'est pas une description de la réalité politique internationale mais le cadre idéologique de la stratégie offensive des néo-conservateurs américains et israéliens... Dans cette stratégie de guerre, la menace islamiste est venue remplacer ce qu'avait été le danger communiste pendant la guerre froide : un ennemi global qui justifie une guerre globale... »

« ... Le criminel de guerre qui dirige le Parti Travailleuse (Barak), ou plutôt ce qu'il en reste, se vante ce matin d'avoir gagné 4 points dans les sondages. Au-delà du cynisme sans limite qui marchande 350 victimes palestiniennes in-

nocentes contre quelques dizaines de milliers de voix, Barak démontre une fois de plus sa myopie politique dans la surenchère de bestialité... »

Comprendre la catastrophe de Gaza

par Richard Falk, rapporteur spécial des Nations unies pour les Droits de l'Homme sur www.info-palestine.net

« Pendant 18 mois, l'ensemble du million et demi d'habitants de Gaza a été soumis à un blocus punitif imposé par Israël ... Une lueur d'espoir est apparue il y a 6 mois quand une trêve négociée avec les Égyptiens a permis un réel cessez-le-feu ... Pendant celui-ci, la direction du Hamas à Gaza a proposé à maintes reprises de prolonger la trêve ... pour une période de 10 ans, et elle s'est déclarée réceptive pour une solution politique basée sur l'acceptation des frontières d'Israël de 1967. Israël a ignoré ses initiatives diplomatiques et n'a pas, de son côté, respecté l'accord de cessez-le-feu qui impliquait des assouplissements au blocus qui réduisait à une quantité infime les produits alimentaires, les médicaments et le carburant qui pouvaient entrer à Gaza... »

Falk a insisté pour que la Cour Pénale Internationale des Nations Unies enquête sur le comportement et les actes d'Israël afin de « déterminer si les dirigeants politiques israéliens et les commandants militaires responsables du siège de Gaza, doivent être inculpés et poursuivis pour violations du droit pénal international ».

R. Falk a été arrêté, emprisonné et expulsé avant l'agression israélienne ...

Mustapha Cherif lance un appel

aux intellectuels du monde entier sur le site www.michelcollon.info

« ...Les pays européens ferment les yeux et demandent aux victimes, coupées du monde et réduites à des conditions inhumaines, de reconnaître leur bourreau. Cette politique inique est vouée à l'échec. A Gaza les Palestiniens unis résistent et se battent. Les soutenir, c'est défendre la dignité humaine et notre propre devenir... Un million de résistants renaîtront des cendres de Gaza. Sans justice, il ne saurait y avoir de paix. L'impunité détruit l'image de l'Occident moderne et creuse la tombe de l'actuel « ordre mondial »... »

De Marie Nassif-Debs (PCL)
le 8.01.09 à Beyrouth sur www.michelcollon.info

« ... Pourquoi Hugo Chavez peut-il prendre la décision de mettre fin aux relations diplomatiques avec un gouvernement criminel, qui pratique sans vergogne et sans impunité, le terrorisme d'État tandis que l'Égypte, la Jordanie, Qatar et le Maroc gardent précieusement les délégations israéliennes chez eux ? Pourquoi les Arabes continuent-ils à pourvoir Israël en pétrole et en gaz, tandis que les Palestiniens dans la région de Gaza en sont démunis et que beaucoup de blessés meurent, non seulement à cause du manque des médicaments, mais aussi de l'absence des sources d'énergie ... »

De Uri Avnery (journaliste et écrivain israélien)

le 3.01.2009 paru sur le site Contre Info

« ...Le nom officiel de cette guerre est « plomb durci », il serait plus exact de la nommer « la guerre des élections ». ... Barak et Tzipi Livni recourent aujourd'hui à la même vieille ficelle. En 48 H, selon les sondages, le résultat des votes pour Barak lui assurerait 5 sièges supplémentaires à la Knesset. Soit environ 80 morts Palestiniens pour chaque siège. Mais il est difficile de marcher sur un tas de cadavres ... »

De Ilan Pappé (historien juif)

paru sur michelcollon.info le 01.01.2009
« ... Toutes les demi-heures, un bulletin d'info à la radio et à la télé décrit les victimes de Gaza comme des terroristes, et la réplique d'Israël en tuant massivement les Gazaoui comme un acte d'auto-défense ... Ce sont les mêmes qui avaient démonisé le dernier leader palestinien, Yasser Arafat .. En Israël, les Palestiniens-Israéliens ont montré leur solidarité avec le peuple de Gaza et maintenant, on les considère comme la 5^e colonne de l'Etat juif ... »

« ... L'autre nom pour cette idéologie est le sionisme, et le seul moyen de riposter... serait le rejet international du sionisme, et pas seulement de la politique israélienne. Il nous faut expliquer au monde, mais aussi aux Israéliens eux-mêmes, que le sionisme est une idéologie qui favorise le nettoyage ethnique, l'occupation et maintenant des massacres massifs ... ». lire « **La guerre de 1948 en Palestine** » Ilan Pappé édition la Fabrique - 2002

Les inculpés de Tarnac ou le mythe de l' «ultra gauche»

Le 11 novembre dernier fut le théâtre de l'arrestation spectaculairement médiatisée d'un «groupe organisé de la mouvance ultra-gauche». Cette opération, digne des séries policières diffusées sur TF1, avec gendarmes cagoulés, maîtres-chien, hélicoptères et ... journalistes, a permis aux médias de tous poils d'envisager une croissance de leur chiffre d'affaire et audiences respectifs. Tout le monde sait que la commémoration de l'Armistice de 1918 n'est plus «vendeuse» pour les machines médiatiques.

Ceci dit, l'analyse des faits et événements de cette arrestation et de ses suites judiciaires ne sauraient nous laisser de bois. Cela pourrait même constituer un cas d'école pour tous ceux qui soupçonnent le pouvoir d'outrepasser ses prérogatives.

Réveillez-vous bonnes gens !

Ainsi donc, au matin de cette morne «journée du souvenir», le sol de Corrèze est foulé de la botte de la troupe, armée jusqu'aux dents. Nulle question de cueillir du bolet ou de glaner des châtaignes. Les paniers sont de sortie. Ils ne sont pas 'à champignons' mais 'à salade'. L'objectif de cette courageuse piétaille encagoulée est de sortir du sommeil un certain nombre d'individus soupçonnés d'être à l'origine d'actes de sabotages sur les installations ferrées de la SNCF. La majorité de ces présumés malfaisants vit à Tarnac, petit bourg tranquille du plateau de Millevaches. Certains de ces gueux y exerceraient la profession plus que suspecte d'épiciers, d'autres y élèvent des ovins et les derniers ne travailleraient même pas ! Il est vrai que l'élevage des moutons étant réservé à l'Etat, ces individus se sont rendus de facto, coupables d'atteinte à un monopole étatique. Nous allons y revenir. Toujours est-il que ces «dangereux parasites», observés de longue date par la cellule anti-terroriste du Ministère de l'Intérieur sont soupçonnés d'appartenir à la mouvance d'«ultra gauche», fraîche marotte de Michelle Alliot-Marie et ce, depuis son installation place Beauvau⁽¹⁾.

Après avoir théorisé le concept, le temps était sans doute venu pour MAM de passer aux travaux pratiques. Le remaniement «présenti» à l'époque, pour janvier 2009, aura sans doute stimulé un des élèves les plus menacés de la classe de Fillon. Chacun sait que certains «fumistes» sont souvent prompts à produire un coup d'éclat à l'approche de sanctions, conséquences d'un roupillage devenu manifeste.

Nous disions donc, à six heures du matin, arrestation de la bande de malfaisants et comme il se doit, dictée pour tout le monde à huit heures. Mais qui est ce «tout le monde», soumis à pareille épreuve si tôt dans la journée ? Les médias, bien entendu ! A neuf heures

pétantes l'AFP, en «éclairateur» zélé de la sphère médiatique nous expliquera que les suspects des attentats contre la SNCF ont été arrêtés. Ils appartiennent à la mouvance «d'ultra-gauche» et sont certainement la branche française d'un réseau «anarcho-autonome» aux ramifications européennes multiples. D'ailleurs, une faune cosmopolite venue de Grèce, d'Italie et d'Allemagne ne manquait pas de rendre visite à ces anarchistes patentés. Cependant, les populations en témoignent, ces gens étaient affables et fort bien considérés de l'autochtone. Décodons un peu et donnons une lisibilité au message «Réveillez-vous bonnes gens, l'ennemi est là, tapi dans l'ombre, vous coupant des tranches de jambon dans son échoppe, commerçant avec vous et malin qu'il est, il possède une vie associative. Il vous parle, vous le trouvez même sympathique. Heureusement, l'Etat veille et sera toujours là pour vous sortir de la douce torpeur qui semble vous bercer».

FRANCAIS !

LE TERRORISTE ANARCHO-AUTONOME RÔDE!

PRENEZ GARDE !



Nous passerons sur les journaux télévisés de cette journée, où journalistes et reporters n'auront de cesse de nous rassurer, eux aussi. Nous allons pouvoir enfin reprendre nos trains tranquilles et notre Ministre de l'Intérieur se félicitera de l'efficacité du travail de ses équipes. Bref, «la France a eu peur» mais qu'elle se rassure, elle est bien gardée.

Le matériel terroriste

Tout cela aurait pu fonctionner si quelques erreurs de communication n'avaient pas été commises. Par exemple, prenons la diffusion des images du dispositif mécanique fabriqué par les «pirates» et qui pour faire simple est un système d'accrochage du pantographe de la motrice, qui lancée à plus de 200 km/h emportera avec elle les câbles des caténaires, provoquant ainsi un arrêt quasi immédiat du train et une disjonction des systèmes d'alimentation électrique. Les clichés publiés par le Figaro, dans le cadre d'un article intitulé «les images exclusives de la caténaire de la peur» (rien que le titre ne peut que nous tirer des rires) et daté du 10 novembre (la veille de l'opération corrézienne), montrent clairement le dispositif proprement dit, son positionnement sur le câble d'alimentation et les dégâts qu'il aurait provoqués. «Parfait» me direz-vous, «pour une fois que les journalistes étalent leurs propos par des photos sans équivoque, on ne se plaindra pas.» Certes si ce n'est que l'objet montré est un chef d'oeuvre d'exécution mécanique, loin des approximations techniques dont pourraient se rendre coupables des amateurs. Certains cheminots se sont exprimés sur ce sujet dans plusieurs forums internet et ne cachent pas leur scepticisme quant à la qualité du travail dont rend compte le cliché. De plus, le matériel fabriqué possède des dispositifs techniques visant à empêcher l'échec de «l'attentat», notamment un dispositif anti-rebond qui permettra l'arrimage «certain» au pantographe de la machine. Bref, «c'est du travail d'expert et surtout d'orfèvre».

En second lieu, le crochet fixé sur pellicule n'a pas servi. En effet, l'arc électrique qu'il aurait provoqué lors de son accrochage à la motrice aurait

laissé des traces de brûlures et/ou d'amorçage de fusion du métal qui le compose. Cerise sur le gâteau, certains mauvais esprits qui connaissent la « musique ferroviaire » nous éclairent de leur savoir. Le câble SNCF (appelé câble contact) est en cuivre pur alors que le crochet en place sur les photos du Figaro l'est sur quelque chose qui est constitué d'une matière différente. Bref, bidonnage, barbouzage, nul ne le saura jamais mais ce qui est certain c'est que le Figaro est rudement bien « tuyauté », pour ne pas dire « branché ». Matériel en place, clichés impeccables, les conditions de travail idéales pour ce journalisme moderne. La proximité du pouvoir expliquerait-elle ce curieux phénomène ? Mais au fait, si le matériel terroriste photographié n'a pas servi, ce ne peut être que par le « maléfaisant » lui-même que cette documentation a pu être mise dans la boîte à images. De plus, certains internautes se sont posé la même question et personne n'a été en mesure de donner une réponse cohérente à ce mystère. Par quel miracle les « Tintin » du Figaro ont-ils pu réaliser leur reportage ?

Démocratie émotionnelle

Second exemple à verser au dossier, Le communiqué de presse de la SNCF, daté du 11 novembre 2008 et disponible en ligne sur le site de ladite société nationale. Dans ce document, la direction se félicite de l'arrestation d'une dizaine de personnes, de la pertinence des actions de Dati et Alliot Marie. On y remercie les services de Police, de Gendarmerie, les magistrats et on y affirme son soulagement, au nom des voyageurs, qui vont enfin pouvoir à nouveau accéder à un service de qualité. La lecture de ce « gribouillage » ne peut que soulever une rude question. De quel droit et au nom de quoi la SNCF se permet-elle de préjuger de la culpabilité des personnes interpellées ? En effet, à lire cette servile concaténation de mots, les coupables sont entre de bonnes mains et la sécurité des voyageurs est rétablie. Où sont les preuves, quels sont les faits qui caractérisent les délits et qui a été inculpé et même reconnu coupable ? Rappelons à la direction de la SNCF, que la présomption d'innocence prévaut jusqu'à l'annonce d'un délibéré de justice. Quelques heures après l'arrestation des suspects, même avec un dossier qui pouvait paraître aussi « cousu de fil blanc », nous n'en étions qu'aux prémisses de la garde à vue. Nous concluons qu'une fois de plus, l'opinion publique a fait les frais de ce que nous nommerons la « démocratie émotionnelle ». Un fait n'est présenté que sur un plan émotionnel et l'émoi

qu'il « semble » provoquer au sein du public fait l'objet d'un éclairage insistant, d'une orchestration et d'un modelage des faits, saupoudré d'une grosse pignée de « spectaculaire ». Le matraquage médiatique ne manque pas de donner une cinétique artificielle aux événements. Peu importe les faits, peu importe la manière dont les événements sont relatés, peu importe les anathèmes jetés sur tel ou tel, ce qui compte c'est le mouvement.

Les « dix brigands » et « l'insurrection qui vient »

Mais revenons à nos « dix brigands », mis brillamment hors d'état de nuire, quelques jours avant des mouvements de protestation salariaux à la SNCF. Qui sont-ils, que font-ils et que revendiquent-ils ? Le 12 novembre, Le Monde nous apprend que les suspects se composent d'un effectif de six femmes et quatre hommes (et la parité alors !?). Fait aggravant, semble-t-il, deux d'entre eux sont de nationalité belge (toujours cette internationale du complot !). Cependant, on apprend assez vite, au travers de la citation d'une source policière, « qu'on ne peut pas leur imputer individuellement tel ou tel fait précis ». Par contre, Alliot Marie révèle au sortir d'un conseil des ministres que « les perquisitions ont permis de recueillir beaucoup de documents très intéressants ». On poursuit notre voyage dans les arcanes de la pensée et des activités des « Hercules Poirot » de la milice anti-terroriste française. Nous apprenons que les « malfrats » étaient filés depuis avril 2008. Ils avaient été aperçus à proximité d'une voie ferrée de Seine et Marne. Nous touchions au but. La satisfaction de posséder une police digne et efficace ne pouvait que poindre. Malheureusement, la poursuite de la lecture mit un terme à notre enthousiasme. En effet, il avait été impossible aux Maigret de discerner quoi que ce soit de suspect après la promenade ferroviaire. « Aucun lien n'est établi avec aucun fait précis ». Le rédacteur de l'article nous accablait par une conclusion extrêmement décevante ; « la police ne dispose pas encore, par ailleurs, des résultats des comparaisons entre les empreintes digitales et génétiques des suspects et les traces relevées sur les mécanismes. » . On le voit, dès les premières heures du déroulement de cette affaire, le dossier son-

nait le creux.

Quelques jours plus tard, le calme médiatique étant revenu, les reproches faits aux présumés terroristes se firent plus précis. Enfin, des preuves « substantielles » commencèrent à s'accumuler. Ce collectif vivait dans le cadre d'un régime « communautaire » et formait une sorte de colonie d'affinités philosophiques. Effectivement, tout cela sentait la poudre. Des gens qui essaient de créer un environnement de vie favorable, sur la base de quelques valeurs communes, voilà qui ne peut condamner qu'à la suspicion. Peut-être même tentaient-ils de s'organiser ? Les autochtones le confirmeront, nombre d'entre eux déclarant « que ces gens étaient sympathiques et intégrés ». Leur chef, sorte de gourou, semblait revendiquer une emprise idéologique sur ce ramassis « d'illumines ». De surcroît, le groupuscule avait commis l'imprudence de faire



paraître un ouvrage intitulé « l'insurrection qui vient ». Mais restons calmes et ne cédon pas à la panique. Notre police est intervenue à temps ! Outre le fait d'être doués d'une certaine capacité d'organisation, ces gens couchaient sur du papier quelques idées visant à rendre compte de leurs expériences et réflexions subversives. Ce pamphlet, édité par les éditions « La Fabrique », fit les choux gras des officines à pape-rasse des plus sélect, en ce mois de novembre. Citons Marianne : « manuel du parfait petit saboteur », Le Parisien « manuel de l'insurrection », et la palme pour Libération : « bréviaire anarchiste ». Ces commentaires éclairés témoignent d'un emploi du temps qui laisse peu de

place à la lecture des ouvrages commentés. D'ailleurs, nous rappellerons que ce livre était disponible depuis plus d'un an en librairie et que les «moulin-gratteurs» de la presse officielle n'avaient pas pris la peine de commenter et critiquer cette publication, aujourd'hui soumise à la vindicte journalistique. En effet, pour avoir lu l'ouvrage (128 pages), force est de constater que ce bouquin pourrait avoir été écrit par quiconque se trouve doué d'une capacité analytique et critique. On se contente (ce qui n'est pas mince) d'y commenter et déconstruire un certain nombre des mythes régissant notre société et ce, non sans une certaine pertinence. Effectivement, il s'agit d'une critique sociale et c'est tant mieux ! Pour tout dire, j'ai, à titre personnel, trouvé ce travail plus qu'honorable (pour ne pas dire plus). Quant aux aspects insurrectionnels du travail, effectivement ils traitent et exposent des opinions répondant à une logique... insurrectionnelle. Étonnant, non ?

Frousses et juridictions d'exception

Mais quel est donc ce pouvoir qui se sent si mal aimé, voire détesté et semble redouter les faits et gestes d'individus doués d'une quelconque velléité de contestation ? Quelle est donc cette République qui jette à la vindicte de l'opinion, une poignée de gens animés d'une conscience politique ? Que penser d'un état atteint d'une telle frousse de se voir menacé, contesté et qui



emprisonne sous des régimes d'exception quelque «citoyen mal embouché» ? Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de dégénérescence de nos démocraties. La sécurité de la multitude se fera sur le dos des libertés individuelles. Du moins est-ce là le postulat le plus «soft», le plus admissible pour certains et qui vise à brosser l'esquisse des perspectives «démocratiques» qui s'ouvrent à nous. La version

«hard» est toute autre. La défense des intérêts de la classe dominante deviendra un tel casse-tête pour nos élites, qu'un travail de sape, une stigmatisation de minorités philosophiques et politiques critiques, le montage d'opérations médiatiques visant à promouvoir le concept 'd'un état fort et réactif', prompt à tuer dans l'oeuf toute initiative de résistance, deviendront des nécessités impérieuses. A ce jour, nous en sommes à la mise en œuvre de «juridictions d'exceptions». La lutte contre le «terrorisme» passe par l'intronisation au rang de preuve de l'ouvrage littéraire. C'est de ce dont veut parler Alliot Marie quand elle évoque «la documentation intéressante» sur laquelle aurait fait main basse la milice républicaine. Beaucoup d'entre nous deviennent des délinquants. Petit à petit, lentement, insidieusement. Nous collationnons les ouvrages de Chomsky, Proudhon, Hazan, Naomi Klein ou Rancières. Nous écoutons Mermet, ne nous contentant pas de prendre pour argent comptant ce que nous racontent Libé ou Marianne. Nous n'aimons pas la philosophie de cour, critiquons et stigmatisons Minc, Glucksmann et BHL. A notre bouche vient parfois un reliquat d'une citation acquise en cours de philosophie et qui vise à railler ces maigres penseurs: «comment pourraient-ils se proclamer philosophes, alors qu'ils ne dérangent personne ?»

Ce pouvoir finira par nous détester, nous le peuple, car tôt ou tard nous finirons par devenir menaçants. Nous le sommes déjà. Il a besoin d'ennemis pour justifier sa brutalité. Ses instruments les plus toxiques sont légions. Télévision, presse, marchands d'illusions, formateurs d'opinion et propriétés des marchands de canons ou d'atomes et autres malaxeurs de béton. Effectivement, à ce jour, Julien Coupat, meneur de troupe «d'ultra-gauche» en Corrèze, est en prison depuis presque deux mois. Le chef d'inculpation dont il doit répondre est le suivant: «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste». Quand bien même Coupat serait-il pour quelque chose dans cette histoire, combien de gens se sont ils vus menacés dans leur intégrité physique lors de ses «présomés agissements» ? Sa compagne, à ce jour (10 janvier 2009) reste en prison. Comble du cynisme, elle n'a pas encore été auditionnée par le juge anti-terroriste chargé de l'affaire et c'est pour ce motif qu'elle reste incarcérée. Les capa-

cités de ce gouvernement à abuser des pouvoirs qui lui sont confiés paraissent insondables. Le dévoiement des mots et des opinions est devenu une activité ordinaire pour cette autorité de falsificateurs, parfaitement secondée dans son oeuvre par ses officines d'imprimerie et de radio-diffusion. On devient terroriste en se documentant, en lisant et finalement en tentant de s'émanciper du carcan du prêt à penser. L'analyse critique devient tare, confine au suspect et à l'intégrisme. Le «différent» ne peut que présenter danger car ne répondant pas aux critères de l'idéologiquement ou du philosophiquement admissible. Plus rien n'est à proposer ou à réfléchir, il n'est plus question que de ratifier, ultime reliquat d'une expression démocratique réduite à sa portion la plus congrue.

L'opinion, ça se travaille

Nombre d'entre nous ricanait de la mise en place du «Patriot Act» américain. J'étais de ces «sardons rigolards». Le délire de l'ultra-gauche a eu tôt fait de calmer les derniers reliquats de ces manifestations d'hilarité. Le scénario rocambolesque de Tarnac démontre les capacités du pouvoir à mettre en musique ce qui s'avère nécessaire au maintien de son hégémonie détestable. L'analyse de cette mise en scène a autorisé l'identification d'une pléthore de dysfonctionnements démocratiques. Malgré la maigreur du dossier d'inculpation, deux personnes restent incarcérées. Les médias, après avoir pilonné l'opinion d'une multitude de reportages et articles sur cet épisode navrant, semblent maintenant être victimes d'une amnésie chronique. Comment pourrait-il en être autrement ? Revenir sur ce dossier serait pour eux faire aveu de leur servilité ordinaire à l'autorité gouvernementale. Qu'en est-il de ce quatrième pouvoir ? Comme il le mérite, il en est réduit au rôle de laquais de la machine d'Etat. D'ailleurs, pourrions nous imaginer que les 'états généraux de la presse' ne soient autre chose qu'une tentative d'orchestration pérenne de la partition «sarkozienne» ? «L'opinion ça se travaille» écrivaient Serge Halimi et Dominique Vidal. C'est exactement de cela dont il s'agit. Modeler, formater, orienter les raisonnements sont des activités qui permettent la «fabrication» de bouc-émissaires, très présentables coupables en puissance et qui autoriseront le pouvoir à se dédouaner de ses responsabilités, au cas où la vindicte populaire se ferait plus pressante.

Hervé COUPERNOT

(1) Article de Libération du 24 novembre 2007.

Le libéralisme contre l'école

Les ultras sont devenus fous !

Les agressions répétées dont l'École est l'objet en France, notamment depuis l'installation au pouvoir d'une droite ultra-libérale opérant sans états d'âme, ne visent pas seulement l'objectif économique de suppression de postes de fonctionnaires. Elles correspondent aussi à un enjeu idéologique de poids entre des conceptions différentes de l'éducation et, par extension, de la société même. La droite dure actuelle masque à peine ses prétentions: formater, embrigader, déresponsabiliser les couches montantes, et ce, dès le plus jeune âge, pour en faire, autant que possible, des enfants de Panurge au service de ses orientations productivistes et consuméristes soutenues, voire impulsées par les lobbies des castes possédantes, émissaires historiques du Capital.

Ainsi c'est de la base au sommet que le système éducatif est touché. Les propos pour le moins offensants tenus par le ministre de l'Éducation Darcos contre la maternelle et ses enseignants autorisent à penser que l'objectif du ministre est de programmer la suppression des classes maternelles et leur remplacement par des "jardins d'enfants" dont le personnel relèverait des collectivités locales, départementales ou régionales. Autant de postes de fonctionnaires supprimés. La maternelle a pourtant, depuis des années, fait la preuve de son efficacité dans tous les domaines du développement de l'enfant: socialisation, stimulation intellectuelle, aspiration à l'apprentissage, ouverture d'esprit ... Mais le libéralisme darcosien ne veut pas de gosses dont il estime que l'éducation distribuée à l'école, faute de cadre plus contraignant, les prépare plus tard à la contestation. Non, il faut des gamins et des gamines bien formatés qu'on mettra devant l'apprentissage de la lecture dès l'âge de cinq ans (et pourquoi pas quatre ?), ce contre quoi les spécialistes du développement de l'enfant se sont toujours élevés. Si le projet devait prendre forme, ce serait une régression sans précédent. Wallon, Piaget, Zazzo, Dolto... réveillez-vous, ces ultras sont devenus fous !

Si l'on passe au niveau élémentaire, les perspectives ne sont pas plus enthousiasmantes: mort annoncée de la carte scolaire, semaine de quatre jours, stages de remise à niveau pendant les vacances, soutien en plus des heures de classe, suppression des réseaux d'aide aux enfants en difficulté (RASED), c'est autant d'agressions, de mépris à l'égard des enfants, de leurs parents, des ensei-

gnants. Supprimer ces réseaux, c'est économiser quelque 3000 postes (quelle mesquinerie!) et c'est faire porter la responsabilité des échecs aux uns et aux autres.

Par ailleurs le dessein gouvernemental de regrouper des écoles pour créer des entités plus grosses, des établissements publics d'enseignement primaire (EPEP), sorte d'entreprises à direction hiérarchisée, conduira inéluctablement à une désertification encore plus grande des campagnes et à mettre en question la liberté pédagogique des maîtres. La suppression des IUFM (Instituts de Formation des Maîtres) - là encore on gagnera des postes - et le recrutement à partir de Bac plus 5 laissent planer un doute quant à la qualité de la formation pédagogique des futurs maîtres. Mais est-ce bien le souci du vassal ministre, obnubilé qu'il est par la réalisation du chiffre - 13000 suppressions de postes à la rentrée prochaine - à présenter au suzerain ?

Dans la droite ligne de la disparition programmée des RASED s'inscrit celle des SEGPA (Section d'Enseignement Général Professionnel Adapté) où on pourra là aussi faire quelque économie sur des centaines de postes. Et donc adieu la formation spécialisée des maîtres de ces structures d'adaptation: encore un peu de grignotage pour réduire un budget éducatif qui déjà n'en peut mais. Allègre n'avait pu "dégraissier le mammoth", Darcos reprend le flambeau.

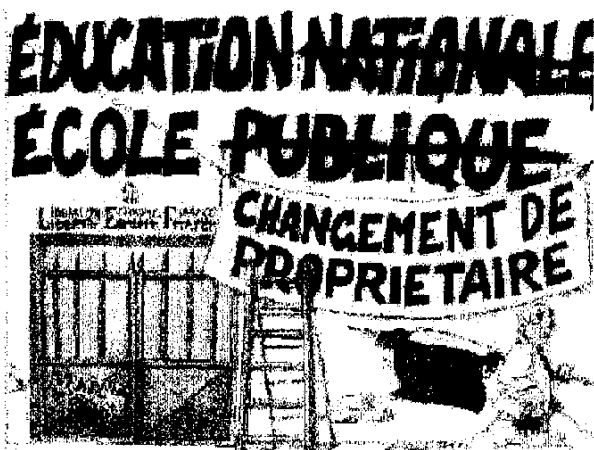
Parallèlement à ce dégraissage, et pour en revenir au début de cet article, l'objectif affiché du pouvoir libéral réside dans la mise en oeuvre d'un "tronc commun" pour tous - lire, écrire, compter - le reste relevant des options. Qui ne voit dans cet objectif une inégalité flagrante des "chances" à laquelle vont être confrontés les élèves, dont certains seront encore plus assurés qu'aujourd'hui de déboucher dans l'exclusion socio-économique ? D'autant que les lycées devraient subir un modèle équivalent de tronc commun: la future seconde avec ses deux trimestres, ses options-réorientations par exemple.

On terminera le tableau avec l'Université et sa réforme LMD en cours de mise en oeuvre dont la part de plus en plus grande du secteur privé dans les conseils d'administration n'est pas la moindre disposition. Si on y joint le contrôle

continu - qui pénalise les étudiants salariés -, l'augmentation des droits d'inscription, conséquence de la réduction des crédits ministériels, la spécialisation et les "pôles d'excellence" on a là les ingrédients nécessaires pour favoriser les couches aisées de la société, et mettre à la marge les couches populaires.

Il ressort ainsi nettement de ce sombre descriptif une volonté manifeste de ségrégation des élèves plus ou moins en difficulté, souvent issus de milieux modestes, de privatisation du système éducatif, de restriction de la liberté pédagogique par le biais d'une hiérarchisation accrue. Les pratiques et enseignements Montessori, Decroly, Freinet, et de bien d'autres encore, ont bien du souci à se faire! Promotrices de la responsabilisation, de la solidarité, de l'entraide, de formes autogestionnaires de travail, ces méthodes de formation entrent, aux yeux des "réacs-libéraux", en contradiction avec le moule qu'ils veulent imposer pour faire des jeunes des sujets séparés, individualisés, plus faciles à manipuler.

Ne soyons pas dupes. Ce démantèlement de l'École s'inscrit aussi dans la programmation de la casse généralisée des services publics et de leur privatisation chères à l'AGCS. Qu'il s'agisse d'EDF, de GDF, de la Poste, de la SNCF, de la Santé, ou de services plus modestes, on est en face d'un rouleau compresseur qui, jusqu'à maintenant, n'a pas rencontré d'obstacles suffisamment forts pour le stopper. Pourquoi en effet l'École échapperait-elle à cette charge⁽¹⁾ ?



France-Italie : qui copie qui ?

Sur ce thème de l'Éducation on peut établir un parallèle avec ce qui se passe en Italie à l'ère berlusconienne. Depuis le début d'octobre, l'effervescence dans le milieu de l'enseignement ne faiblit pas. Le pouvoir élague drastiquement les

D'ESORMAIS
VOTRE FAC DE LETTRES
DEVRA ESSENTIELLEMENT
FAIRE DU CHIFFRE



budgets des écoles et de l'université et attaque le contenu même du système scolaire. La méthode n'est pas très éloignée de celle appliquée par Darcos en France: la maternelle subira une réduction d'horaire (plus d'école l'après-midi, ce qui conduira les familles à se tourner vers les classes privées où il faudra payer); l'horaire hebdomadaire du primaire passera de 30 à 24 heures; on y réintroduit le maître unique alors que depuis longtemps l'enseignement primaire se fait avec plusieurs maîtres: italien, maths, histoire... Résultat: de nombreux licenciements à venir. Dans les collèges et lycées (écoles moyennes inférieures et supérieures en Italie) la réduction des heures d'enseignement dans les matières littéraires: latin, grec, philo...; la suppression des travaux pratiques dans les instituts professionnels coûteront quelque 25000 postes. Autre mesure rétrograde: plus de 2000 établissements devront fermer s'ils ne dépassent pas la capacité de 600 élèves. D'où charges financières supplémentaires pour les familles et les élèves. En fin de compte l'Etat devrait faire une économie de 44000 postes dans l'enseignement public.

Ces dispositions relèvent de deux lois: la loi de finance 133/2008 destinée à réduire fortement les budgets de l'Education, et celle 137/2008 dont l'objet est de casser le système scolaire et universitaire. En même temps que le régime durcit sa politique à l'encontre des sans-papiers et de certaines minorités (les Roms), il veut stigmatiser les enfants d'immigrés en créant des classes différentes pour eux appelées "classes-ponts". La prétendue intégration dont il se réclame a déjà des relents d'apartheid.

La "noix d'honneur", dirait le Canard Enchaîné, revient à la formation universitaire. La baisse prévue des crédits est telle (près d'un milliard et demi d'euros d'ici 2013) que les universités seront contraintes de se tourner vers des fonds privés, surtout dans la recherche, et bien sûr d'augmenter les frais d'inscription. Elles deviendraient des "fondations" autonomes composées d'entreprises et

d'investisseurs privés, aptes dès lors à décider des programmes et de la recherche, et s'appropriant le bien public appartenant à la collectivité, tout en bénéficiant de l'exemption des taxes et impôts sur ces transferts. Cerise sur le gâteau: de 2009 à 2011 les universités-fondations ne pourront remplacer plus d'un retraité sur cinq. Sarko-Berlu, même combat !

Les luttes

Face à cette casse du système éducatif de part et d'autre des Alpes, les mobilisations pour tenter d'arrêter le processus se sont étendues, marquées dans leur départ par la spontanéité. Si, en Italie, elles ont pris très vite un caractère global et massif, en France elles ont été pour l'instant plus localisées (Ouest, Région parisienne...) et donc dispersées. Dans le premier cas, c'est l'ensemble du milieu éducatif, des étudiants, mais aussi des travailleurs précaire, qui a défilé à plusieurs reprises dans la rue, développant ainsi une stratégie de lutte permanente, partie de la base, en marge des partis et des centrales syndicales, mais très bien organisée. Les formes de la protestation ont été très diverses: cours sur les places, concerts dans les facs, arrêts des cours officiels, manifestations monstres, occupations, cortèges spontanés non autorisés... Bien entendu, la presse, la télé, tout à la botte du Cavalière, et sur son injonction, ont tout fait pour minimiser le mouvement et détourner l'attention. Dans le deuxième cas, si la lutte continue, elle n'a pas encore eu ce caractère de masse qu'a montré celle de nos voisins, et la liaison avec le corps social ne s'est pas faite. Par contre, il y a bien des points communs: la spontanéité, certaines formes d'action (occupations, défilés), la méfiance à l'égard des centrales syndicales (crainte de la récupération) d'ailleurs plutôt attentistes, la durée, l'attitude distante des media opérant à minima et souvent de façon orientée⁽²⁾. On pourra aussi mettre en parallèle la répression d'Etat exercée des deux côtés de la frontière, avec ce plus italien de l'intervention à côté des forces de l'ordre, à Rome notamment, de groupes d'extrême-droite néo-fascistes cassant du manifestant à coups de barres de fer sous le regard bien-veillant des flics.

Mais lutter pour le maintien d'une Ecole publique, égale pour tous, contre son démantèlement et sa privatisation, c'est dans les deux cas lutter pour la défense de tous les services publics, c'est lutter contre une politique ultra-libérale secrétée par des directives autoritaires et des sommets (Lisbonne) européens dont les décisions sont transposées dans chaque Etat membre pour applica-

tion. Et cette lutte ne pourra être victorieuse que dans le cadre de la constitution d'un vaste mouvement social regroupant tous ceux qui, de près ou de loin, sont concernés par le service public. Alors, grève générale ?⁽³⁾

J.F. le 12-12-08

Sources pour la partie italienne : article paru dans Le Monde Libertaire du 4 au 10 déc.

Notes :

1) A ce sujet tout le monde a encore en mémoire le cri vertueux lancé par notre Don Quichotte élyséen, dressé sur ses talonnettes, à l'encontre des paradis fiscaux, pointant un doigt rageur vers le Luxembourg, mais omettant les autres en Europe, et notamment Jersey, îlot anglais situé à 25km des côtes françaises dont la majorité de la population, très cosmopolite, vit essentiellement de la finance. Pourquoi cette parenthèse sur ce caillou? Parce que Jersey ne compte pas que des banques dont quelques françaises comme BNP Paribas, la Société Générale, mais aussi des cabinets géants de la comptabilité, tels Prince waterhouse Coopers et Deloitte, réputées pour la qualité de leurs expertises en matière d'évasion fiscale, et qui, l'un et l'autre, se sont vus confiés par l'Etat français l'audit de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) avec pour mission l'évaluation dans chaque ministère de la nature et du nombre de postes à supprimer (selon Le Monde Diplomatique de déc 2008 citant Le Plan B n°15, oct-nov. 08). Au fait, c'est qui le chef d'Etat français?

2) L'obstination dans le refus catégorique d'abandonner la réforme des Lycées, en premier lieu le projet concernant la classe de seconde, s'est toutefois fissurée sous la pression et a permis une première victoire des lycéens avec le report à la rentrée 2010 de son application. Darcos, le monsieur "je ne suis pas le ministre de l'hésitation nationale", parole proférée cinq jours plus tôt, espérait-il, avec cette reculade, étouffer la mobilisation? Mauvais calcul puisque les lycéens, méfiants, réclament le retrait pur et simple de la réforme, tout en maintenant les manifestations projetées.

3) Il aurait fallu associer au refus du bradage du système éducatif en France et en Italie le cas de la Grèce où la jeunesse a littéralement explosé, soutenue par toute la population, contre des mesures similaires de casse de l'Ecole, et dont la mort d'un jeune de 15 ans, tué par un policier a exacerbé la colère. On a vu alors la lutte s'élargir et s'orienter contre les forces répressives et le gouvernement conservateur de Caramanlis sommé de démissionner. Il n'est pas exclu de penser que ces explosions de la jeunesse scolarisée européenne ont pu modérer quelque peu les ardeurs «réformistes» de l'ex premier flic de France, craignant de sérieux incidents en cette fin décembre. Une bonne raison de maintenir le fer au feu !

La Santé (mal)traitée, mise au régime marchand

Le droit à la Santé est un droit fondamental consacré par le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946. Et pourtant, en 1998, un Français sur 7 déclarait avoir renoncé à se soigner, faute de moyens financiers¹. Dix ans plus tard, malgré la mise en œuvre de la CMU le 1.01.2000, l'Uniopss² constate que «*les inégalités de santé ont plus tendance à s'accroître qu'à se résorber et l'accès aux soins est plutôt en recul*». En février, le Parlement s'apprête à adopter une énième «modernisation» du système de Santé, la loi Bachelot «Hôpital, Patients, Santé, Territoires», ajoutant une pierre à l'édification du business de la Santé, déconstruisant la protection sociale solidaire.

D'un droit universel reconnu à tous, basé sur la solidarité, l'on a assisté au glissement progressif vers une Santé à deux vitesses, avec une assurance maladie publique obligatoire prenant en charge un socle minimum de soins, tout le reste relevant du secteur privé, qui voit là une source de profits alléchants. Puis, l'idéologie libérale portée par les Gouvernements successifs a élaboré un système de plus en plus inégalitaire pour offrir au secteur privé un marché «juteux» tout en affirmant la volonté de mieux organiser pour mieux soigner. Nous nous interrogerons dans un second temps sur la compatibilité de la médecine libérale qui revendique depuis la charte de 1927 sa liberté d'installation, de prescription et du libéralisme économique qui, pour se situer sur un «secteur de marché» nécessite évaluations, contrôles, Etat interventionniste.

I – L'Etat organise la Santé pour la faire entrer totalement dans le « marché »

La Sécurité Sociale, créée en 1945, visait à assurer son financement par les cotisations assises sur le travail. Ce pari d'une protection sociale forte a réussi dans la phase d'expansion des Trente Glorieuses, en dépit de l'opposition vive et permanente des organisations patronales hostiles à l'obligation de cotiser pour les salariés. Mais la crise économique fin des années 60 et la fin du «plein emploi» marquent le début du reniement de ce choix politique. La montée de la crise systémique redonne de la vigueur aux détracteurs de ce système. S'agissant de la couverture maladie, l'architecture à deux étages choisie dès l'origine, à savoir une couverture maladie de base obligatoire et une couverture complémentaire facultative gérée par les groupements mutualistes, facilitera la réapparition forte du secteur privé, lorsque démarreront les politiques de maîtrise comptable des dépenses de santé. Rappelons que ce «choix» était la résultante de l'insuffisance de l'assurance maladie mise en place par les lois de 1928/1930 et de la garantie donnée aux mutuelles, voyant d'un très mauvais œil l'apparition d'une couverture maladie qui aurait assuré une totale gratuité des soins. Ce système mixte public-privé était en lui-même un contexte favorable à son démantèlement.

Il est intéressant de revisiter rapidement les **décisions clés** qui font glisser d'un financement s'appuyant sur les cotisations sociales au financement par l'impôt³. La situation économique, le chômage, la diminution des cotisations sociales (et les exonérations patronales non compensées par l'Etat !) entraînent un déficit croissant des caisses d'assurance maladie. Dès les années 80, il s'agira de stopper le mouvement de croissance du poids de la Sécurité sociale dans la couverture des dépenses de

Santé qui était passé de 50 % (années 50) à 75 % (années 80). En 1989, c'est la «Gauche» qui, avec la **loi Evin**, permet que s'affirme un marché de l'assurance maladie complémentaire. Le gel de la Sécu, Assurance Maladie Obligatoire, **ouvre la porte** à l'Assurance maladie complémentaire et légitime la concurrence des mutuelles et assureurs. Face à l'insuffisance de la protection de base pour un certain nombre qui ne peuvent payer une complémentaire, on aurait pu augmenter les remboursements de la Sécu ou généraliser l'aide médicale départementale; il fut décidé de créer une couverture maladie complémentaire sous conditions de ressources.

En 1991, le **Gouvernement Rocard** crée la CSG - contribution sociale généralisée - censée appeler à égalité les revenus du capital comme ceux du travail pour financer la solidarité, justifiant ce «tournant» du financement par le coût trop élevé du travail. Cette justification est fautive en réalité puisque la CSG est financée à 85% par les salariés, les retraités et chômeurs ! S'y est ajoutée la CRDS en 1996 (plan **Juppé**) appliquée sur tous les revenus des ménages, puis en 1998, Martine **Aubry** décide de basculer une très large part des cotisations des salariés à l'assurance maladie sur la CSG: la cotisation des salariés à l'assurance maladie est passée de 5,5% du salaire brut à 0,75%, dans le même temps, la CSG a été augmentée de 4,1%.

En 1998, le Medef (Seillière, secondé par Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurance) lance ses sept chantiers de la refondation sociale, dont «*Pour une nouvelle architecture de la Sécurité sociale*» décrivant son démantèlement par la préconisation d'une protection minimale relevant de la solidarité nationale, financée par l'impôt, et une protection supplémentaire assurée par les assurances privées et mutuelles. La loi Aubry (1998), créant la CMU, si elle permit la prise en charge d'un nombre important de «sans emploi» en instituant une sorte de RMI de la Santé pour les pauvres et une Couverture Ma-



ladie Complémentaire à souscrire selon son choix auprès de la CPAM ou du secteur privé, élargit encore l'horizon au secteur privé.

On ne parle plus de la Santé comme un droit mais comme un coût

Depuis plus de 20 ans, la maîtrise comptable des dépenses de santé a fait l'objet de mesures successives qui ont permis de faire croire que de Droit à la Santé ne pouvait plus être supporté par la solidarité. Aujourd'hui, la socialisation de la consommation de soins repose sur le financement d'un « panier de soins » par une assurance maladie limitée, partiellement financée par l'Etat. Ce qui n'entre pas dans le panier est couvert par les prestataires du marché européen de l'assurance. Dès lors, la solidarité nationale relève d'un monopole étatique, déterminé par la loi annuelle de financement (PLFSS) et la convention Etat/assurance maladie. Dans la reculade lente mais incessante du principe de solidarité, le déficit de l'assurance maladie (le fameux trou de la Sécu) a représenté l'argument fort appelant les réductions de prise en charge publique des soins de santé. Les rapports d'experts, voulant nous faire croire qu'il s'agissait de technique et non de politique, ont précédé les « réformes » successives. Le rapport Chadelat en 2003 (mis en œuvre par **Douste Blazy** en 2004) crée: le panier de soins et la **tarification à l'activité** pour les hôpitaux. Le rapport Larcher, préparant la loi Bachelot à venir, s'articule autour de deux axes forts: augmenter les recettes et diminuer les dépenses en instituant plus de réglementation.

Le Gouvernement semble avoir renoncé à canaliser le déficit de la Sécu en 2009; en 2008 il est de 8,9 milliards d'euros. Il s'agirait de le ramener à 8,6 en 2009. Dans le collimateur: la branche maladie avec un déficit de 4 milliards (il était de 11,6 milliards en 2004). L'Etat dit vouloir atteindre l'équilibre en 2011. Il écarte (on ne s'en étonnera pas) l'idée d'augmenter le financement public et celle de réorganiser l'offre de soins pour ne pas heurter les professions médicales. La seule piste reste, dès lors, la création de nouvelles sources de revenus et la maîtrise médicalisée des dépenses.

Augmenter les recettes. Le projet de loi annonce la taxation du chiffre d'affaires des assurances complémentaires, de 2,5 à 5,9% en 2009, pour un rendement espéré de 1 milliard, alimentant le fonds CMU, la CNAM⁴ assurant ainsi le rôle qui lui est assigné: financer la protection de base. En compensation,

le marché des soins dentaires et d'optique serait transféré au secteur privé. Deuxième source de financement supplémentaire: une nouvelle contribution de 2% à la charge des employeurs, dite « forfait social » portant sur l'intéressement, la participation, l'épargne salariale et la retraite supplémentaire, mais pas sur les stock options ou les parachutes dorés !

Maîtriser les dépenses. Il s'agit de « mobiliser l'ensemble des marges d'efficience du système de santé », de réguler les dépenses de soins de ville avec une meilleure association des organismes complémentaires aux actions de maîtrise des dépenses. Après les **franchises médicales et autres forfaits hospitaliers**, on parle de déremboursement de l'optique et des soins dentaires ainsi que des médicaments jusqu'alors pris en charge à 100 % pour les affections de longue durée (ALD) qui concernent 8 millions de personnes. Le projet de loi envisage de diminuer l'enveloppe « soins de ville » en prévoyant des contrôles renforcés: les économies se feront sur ceux qui ne respecteront pas le parcours de soins coordonné qui veraient leur ticket modérateur augmenter, soit un remboursement tombant de 50 à 30 %. Moins de dépenses et plus de contrôles = plus d'inégalités face à la maladie. Ce ne sont pas les gadgets sociaux (bouclier sanitaire et chèques santé) qui permettront d'enrayer cette dynamique liée à la désocialisation rampante de l'assurance maladie. Au contraire, elles les renforcent. Ainsi, le panier de soins crée une **Santé à deux vitesses** entre ceux qui ont le service minimum et ceux qui ont les moyens de se payer une mutuelle ou une assurance complémentaire (dont les cotisations vont se renchérir du fait de la taxation complémentaire inscrite dans le PLFSS 2009). 5 millions de personnes sont aujourd'hui sans couverture santé complémentaire. **15% des personnes vivant avec moins de 840€ par mois sont sans mutuelle**; ces personnes ne sont pas éligibles à la CMUC réservée aux assurés gagnant moins de 606€ ! En 2005, une aide à la complémentaire santé « chèque santé » a été créée pour les personnes aux revenus entre 606 et 727€ par mois. Cible: 2,5 millions de personnes – Résultat: 330 000 assurés sociaux fin 2007. L'aide, entre 100 et 400€ par an n'est pas suffisante.

Responsabiliser les malades. Lentement mais sûrement, le système bouge et fait porter le financement de certains soins par les malades plutôt que par l'ensemble des assurés sociaux. Le panier de soins qui consiste

à définir le périmètre de prise en charge des soins standardise les types de soins, certains feront l'objet d'arbitrages défavorables et les laisseront à charge des malades ou des assurances privées. Pour en arriver là, il faut développer les assurances complémentaires et faire le tri, « de manière socialement acceptable », entre ce qui doit relever d'une prise en charge collective et ce qui sera dévolu aux assurances complémentaires. Qui déterminera ce qui va entrer dans le panier de soins ? La Haute Autorité de la Santé (créée en 2005), formée d'experts, formule des avis relatifs au périmètre de prise en charge. Pour l'heure, elle décide des médicaments « peu efficaces » non remboursés, bientôt, elle se penchera sur les Affections de Longue Durée et sans doute sur le périmètre de soins. La responsabilisation des assurés sociaux et des malades est une forme hypocrite de marchandisation-privatisation des soins. Derrière l'apparence de logiques comptables et gestionnaires, se cache la logique politique néolibérale, introduisant l'idée de la non augmentation des prélèvements obligatoires, de la réduction des déficits publics, de la démission politique face aux acteurs plus puissants du secteur de la santé (médecins libéraux, industrie des biens de santé). Les arguments de circonstance pour justifier les déremboursements à venir relèvent de ceux qui sont utilisés par ailleurs, de lutte contre les abus, de responsabilisation, de sortir du « tout gratuit ». Et pourtant, l'OCDE, jadis très favorable à la « responsabilisation »



financière des patients et à l'introduction de mécanismes de concurrence, a révisé sa doctrine. Dans son dernier rapport de 2004, elle affirme qu'en multi-

pliant les barrières financières d'accès aux soins, les hausses des tickets modérateurs et autres franchises, ont retardé la prise en charge médicale des plus démunis et **ont «salé» la note pour les finances publiques**. La privatisation du risque maladie est inefficace. En effet les assurances privées ne réclament pas la privatisation pour la prise en charge des 10% de Français «non rentables» qui consomment les 2/3 des dépenses de santé. Elles préfèrent se réserver optique, prothèse, soins dentaires et «petits risques». On va donc assister au développement des assurances privées (pour ceux qui peuvent se les payer) mais aussi de l'automédication; en ce sens le renforcement de l'autorisation de ventes de quelques 200 médicaments en accès direct dans les supermarchés n'est pas neutre.

Lutter contre les fraudeurs. Des pénalités financières seront appliquées contre les fraudeurs de CMU ! 116 millions d'euros en 2007 sur 150 milliards de dépenses de l'Assurance maladie ! La belle affaire !!! A quand les détecteurs de mensonge comme en Grande Bretagne contre la fraude aux allocs⁵ ? Selon les propositions faites récemment par Gordon Brown, les bénéficiaires d'allocations sociales vont devoir se soumettre au **détecteur de mensonge** et verront leurs allocations suspendues pendant un mois s'il s'avère qu'ils sont coupables de vouloir frauder le système. A ce jour, 25 conseils locaux administrant les allocations logement de 500 000 bénéficiaires utilisent la technologie d'analyse vocale pour déceler si un bénéficiaire donne de fausses informations !

La Santé, c'est surtout alléchant ! 540 milliards d'euros soit près du double du budget de l'Etat, tous ministères confondus. Il s'agit donc de livrer la solidarité nationale aux logiques du marché, de transférer aux assurances complémentaires un nombre toujours plus grand de dépenses jusqu'alors prises en charge par l'assurance publique, en réduisant son périmètre par le panier de soins, d'augmenter les primes réclamées par les assurances complémentaires quitte à subventionner sur fonds publics, par les chèques Santé, l'entrée des plus démunis sur le marché. Au diable les alertes contre les effets négatifs de la politique de déremboursement émis par la Cour des Comptes, dans son rapport sur la Sécu, et du Haut Conseil pour le devenir de l'Assurance maladie ! Comment faire, dès lors, pour concilier libéralisme économique et libéralisme médical ? Est-ce possible sans «fâcher» les professions médicales qui se revendiquent des libertés d'installation, de prescription ... inscrites dans la charte de 1927 ?

II - La déréglementation exige de la réglementation

La marchandisation de la Santé, si chère au cœur des libéraux, s'institue par des règles strictes qui préparent à la compétitivité dans un marché où la concurrence se mesure sur des critères de rationalisation gestionnaire dans des secteurs où autonomie et monopole ont toujours dominé, de maîtrise des coûts, d'évaluation de la qualité des soins et d'intensification de la production hospitalière.

Pour manager l'ensemble, la loi Bachelot prévoit de créer des Agences Régionales de Santé qui assureront la mission de contrôle et le pouvoir décisionnel. Elles regrouperont les CRAM, DDASS et DRASS, ARH. et auront 3 missions principales :

soins en ville et à l'hôpital ; la collecte et l'interprétation des données de santé.

Sorte de «Préfet sanitaire» le Directeur de l'ARS, nommé en Conseil des Ministres, aura **sous sa coupe les «patrons» des hôpitaux et leur budget**. Les hôpitaux sont amenés à se transformer en entreprises, à gagner des parts de marché en offrant une vitrine de soins concurrentiels. L'ARS pilotera la «modernisation des établissements de santé». Des Conseils de surveillance remplaceront les CA (les partenaires sociaux n'y seront pas représentés, les élus locaux n'auront plus pouvoir de décision). Dans ce système où les finances priment sur les besoins, le «patron» de l'hôpital aura le dernier mot sur le

pouvoir médical. Il décidera du projet de l'établissement, mais aussi des conditions de travail, pour être rentable face à la concurrence; la tentation sera grande de faire des économies en sabrant dans la masse salariale qui représente 70% des dépenses hospitalières; on peut aussi s'interroger sur le devenir du statut de la fonction publique hospitalière. Face à la pénurie de soignants, il sera possible d'ouvrir encore plus grandes les portes aux médecins libéraux en les rémunérant en fonction des actes réalisés. L'ARS pourra préconiser la fusion des cliniques et hôpitaux sous forme de groupements de coopération sanitaire et de communautés hospitalières de territoires. On sait déjà que la mesure de tarification à l'activité des



- le maillage de l'offre de soins en établissements de santé (publics et privés) ou maisons de retraite et la coopération entre professionnels et établissements de santé pour la prise en charge des patients (maladies chroniques, personnes âgées ou handicapées).

- l'organisation de la permanence des soins, tant pour la médecine de ville qu'à l'hôpital et la répartition territoriale des professionnels de santé par spécialité,

- Le contrôle de la qualité et de gestion des établissements, la gestion des risques, le pilotage des actions d'amélioration des pratiques professionnelles et des modes de recours aux

hôpitaux, système attribuant à chaque pathologie un tarif remboursé par la Sécu à l'établissement, met en concurrence défavorable le secteur public qui a obligation de soins pour tous (pathologies lourdes et complexes, urgences, personnes âgées, SDF ...) face aux cliniques privées s'arrogeant les soins «rentables». Actuellement, 29 CHU sur 31 sont en faillite. Les petits hôpitaux de proximité ferment à tour de bras. On a déjà la preuve que l'objectif n'est pas de sauver le système public de santé mais de favoriser la fluidité du marché Santé.

Quant à la **répartition de l'offre de soins**, les inégalités territoriales sont flagrantes. Elles sont dues à la pénurie de médecins : de 54 000 généralistes

aujourd'hui, ils ne devraient plus être que 33 000 en 2025, partant à la retraite sans être remplacés. Cette année, 5 000 médecins de famille doivent cesser leur activité et 1 200 s'installer. Elles sont aussi dues à la liberté que les médecins ont de s'installer et, le plus souvent dans les centres villes et le Sud, délaissant les campagnes et les banlieues. A peine Sarkozy annonçait-il en juin 2008: «*Nous avons trop longtemps laissé les professions de santé auto-gérer leur démographie*», «*la solidarité nationale ne peut rester indifférente devant la question de l'inégal accès aux soins sur le territoire*», qu'aussitôt les syndicats de médecins, et notamment le Président de la Confédération des syndicats médicaux français, dénonçaient «*toute volonté de mettre en place un système d'étatisation et de planification à tous les étages*» avec «*une atteinte à la liberté d'installation qui préfigure à terme la fin de libre choix*» et refusaient la remise en question des deux piliers du système libéral médical français. Si une brèche dans le principe de la liberté d'installation s'est ouverte le 4 sept. 2008 par la signature, entre la CNAM et les 4 syndicats d'infirmiers libéraux, d'un accord pour fixer des conditions restrictives à l'ouverture de nouveaux cabinets dans des zones dites «surdotées», il a été aussitôt compensé par un accord de relèvement des tarifs des actes de 5,33% dès avril 2009 et d'aides à l'installation pour les professionnels qui accepteront de travailler en groupe dans des zones sous-dotées ... Pas question d'utiliser la manière forte mais prévoir une «modulation» des effectifs des facultés de médecine en fonction des besoins des régions, créer des maisons de santé pluridisciplinaires, augmenter le numerus clausus, augmenter les avantages tarifaires des médecins s'installant en zone déficitaire, étendre le principe de coopération entre professionnels de santé en permettant aux infirmiers d'exercer des soins de premier recours ... bref, la méthode douce. Avec quel effet ? De la même manière, l'idée d'une rémunération au forfait (qui se substituerait au paiement à l'acte) pour les médecins prenant en charge les pathologies chroniques n'est restée qu'une idée. Par contre, promesse a été faite d'augmenter de 1€ le tarif de la consultation, d'ouvrir un secteur optionnel qui va consacrer les dépassements d'honoraires !

Le système de santé français comporte un autre aspect spécifique, celui de la **mixité entre un secteur public et la médecine libérale**, très majoritaire pour les soins de ville, associé à la liberté du choix du médecin. Il a peut être contribué à l'augmentation du coût du système mais il en a constitué un fac-

teur d'efficacité. Lors de l'institution du parcours de soins et du médecin référent en 2004, si les médecins ont craint cette mesure qui paraissait modifier le système, ils ont vite été rassurés puisque la réforme a introduit un **droit à dépassement d'honoraires** si l'assuré est hors parcours de soins. **L'infidélité du patient est une récompense pour le médecin.** Le patient est amené à calculer la rentabilité du respect du parcours de soins. Ainsi le passage par le médecin traitant avant le spécialiste peut être plus coûteux pour l'assuré si le médecin est en secteur 2 (dépassements autorisés). La réforme sous couvert d'installer un patient vertueux l'exhorte à se conduire en optimisateur marchand.

UNE SOLUTION D'URGENCE



Le système néolibéral ne prône pas un «moins d'Etat» mais un **Etat réorganisé** qui attaque la substance de l'Etat social ; il institue de nouveaux sujets (le consommateur et le prestataire de soins), des modèles de comportement utilitaristes, des relations contractuelles et monétarisées, des mécanismes comptables. Dans un système de concurrence, les médecins deviennent les producteurs de soins. Quant aux mutuelles, assurances privées et à la Sécu, ce sont des financiers. L'on peut être certain que penser la Santé uniquement par le biais du consumérisme et de l'utilitarisme, la rationalisation gestionnaire, débouchera sur un échec pour le système d'une santé solidaire et que cela aboutira sur la régression de la «part gratuite» de la médecine, sur la hausse des dépenses et le retour à la responsabilisation financière des assurés. Jusqu'où l'Etat interventionniste peut-il aller sans exacerber les contradictions entre le libéralisme médical et l'idéologie ultralibérale, visant à régler, évaluer, organiser le produit «Santé» pour le livrer au marché ? Le secteur médical, pour une grande part, peut accepter d'entrer dans le jeu et d'exiger le développement du secteur optionnel permettant le dépassement

d'honoraires, renforçant ainsi le recours à des mutuelles et assurances privées pour les plus riches et limitant au minimum le panier de soins pour les plus pauvres.

L'idéologie néolibérale a fait son chemin depuis les années 80, en matière Santé, elle l'a ponctué de fermetures d'hôpitaux, de remboursements de médicaments, de franchises médicales à payer. Il a fallu trop de temps pour que les élus et les «partenaires» sociaux finissent par admettre, pour certains, les conséquences dramatiques de cette conception marchande se substituant progressivement à la conception solidaire de la Santé. La novlangue néolibérale menait campagne, substituant «l'assurance maladie obligatoire» à «l'assurance maladie» et «l'assurance maladie complémentaire» à la «mutuelle», Rien d'anodin : cela traduit le remplacement de la cotisation sociale par une mixité fiscale. Cette question renvoie à l'offensive tous azimuts contre le salariat et à la place du travail dans les sociétés capitalistes. Le capitalisme financier veut revenir sur la concession qu'il a dû faire, à la sortie de la guerre en instituant la Sécurité sociale, au travailleur, le soustrayant à l'état de subordination et le faisant accéder à la sphère du non marchand et de la solidarité entre égaux (cotisations salariales) qui lui donnent des droits. Il est temps de nous mobiliser pour nous réapproprier une Santé universelle et gratuite pour tous, basée sur la solidarité.

Odile Mangeot

Cet article s'est aussi inspiré du n° 5 de Savoir/Agir « Economiser la Santé » de sept. 2008 – revue trimestrielle de l'association Raisons d'agir.

- 1) "Santé, soins et protection sociale en 1998" Credes n°24 décembre 1999.
- 2) Union nationale des institutions et organisations de protection et de sécurité sociales - "Rentrée sociale 2008-2009 des associations sanitaires, sociales et médico sociales. Enjeux politiques" Union sociale - Hors série n°220 septembre 2008.
- 3) Deux ouvrages de la fondation Copernic sont très intéressants à relire "Main basse sur l'assurance maladie" ed. Syllepse 2003 et "Assurance-maladie : la privatisation programmée" ed Syllepse 2005 - co-écrits par José Caudron, Catherine Mills, JP Domin, N. Hiraux, M. Maris.
- 4) Caisse Nationale d'Assurance Maladie.
- 5) Le Monde 17.12.2008.

PS, élection du premier secrétaire et Révolution

Chronique d'une expérience inédite

Les dernières grandes manœuvres provoquées par l'élection du premier secrétaire du PS nous laissèrent le bonheur d'entendre le chant de ce discret oiseau qu'est l'encarté de la rue de Solferino. Sur France Inter par exemple, il s'adonnait à sa roucoulade favorite, celle où il loue « *le caractère démocratique des échanges, la richesse du débat et sa transparence* » au sein de la pétaudière que semble parfois être le Parti Socialiste. Pourtant, les plus ornithophiles d'entre nous savent bien que cette gutturale symphonie traduit plutôt un stress à l'approche des échéances électorales internes, stress généré par l'agitation pachydermique autour du point d'eau parisien. Afin d'entendre d'autres chants mélodieux, la fréquentation du site internet du journal *Libération* nous permettrait sans doute d'observer quelques spécimens.

Quelques articles traitant des sujets brûlants de ce mois de novembre pouvaient présenter un lieu de nidification et d'activité favorable. Dans un premier temps, nous allions travailler autour d'un document abordant le thème de la crise financière. Plusieurs militants ou sympathisants dissertaient sur la nécessité de « *distinguer le bon argent du mauvais* », de l'obligation de faire la différence entre « *le bon capitalisme, qui encourage le travail et un autre, plus méprisable, qui est le capitalisme de la finance toute puissante* ». Force est de constater que ces « *puissantes pensées* » présentaient quelques similitudes avec celles produites au bord du zinc du Café des Amis, juste en bas de chez moi. Bien entendu, je ne cite là que quelques perles. A ce titre, je vous en propose une autre: « *le parti devra, s'il reprend le pouvoir, réformer en profondeur et moraliser définitivement le capitalisme* ». On dirait du DSK ou du Vincent Peillon, à moins que ce ne soit du Ségolène Royal... Dans tous les cas, une partie du corps militant du PS semble avoir parfaitement digéré la rupture avec les principes élémentaires du marxisme.

Fort de ce constat, notre promenade pouvait continuer. Les argumentaires de « *haute tenue* » devaient certainement aller bon train, autour d'un article qui relatait les déchirements de l'état-major entre les troupes pro-Ségolène et les partisans de Martine Aubry. Gourmand de joutes idéologiques, tel Obélix, je me dirigeais gaillardement vers la table du festin. « *Chic, chic, chic, des socialistes* ». Notre enthousiasme fut vite éteint. De

franche ripaille point, c'était plutôt brouet clair au fond des écuelles. Les uns légitimaient la candidature nordiste, car elle seule était capable de rassembler l'ensemble des forces du parti. Les admirateurs de « *la muse charentaise* » au contraire pensaient l'inverse. Ceci étant dit, on sentait bien que ce combat « *décisif* » se déroulait entre « *anciens et modernes* », sans que d'ailleurs cette notion de modernité soit explicitée de manière claire et intelligible. Il n'était nullement question de se chamailler sur les modalités de remise en cause des préceptes économiques dominants, ceux ci ayant, comme nous l'avons vu plus haut, été parfaitement assimilés. Au plus s'agissait-il de nuances, propres aux uns et aux autres, quant à la méthodologie de « *réformes* » à mettre en oeuvre, lors d'hypothétiques futures conquêtes du pouvoir. Par exemple, l'existence et l'accroissement des effectifs de cette nouvelle catégorie sociale pourtant « *émergente* » qu'est le sous prolétariat, ne

facteur de Neuilly semblait donc le seul à réussir la synthèse impossible. En effet, le leader de la LCR s'était autorisé une affirmation qui faisait l'effet d'une bombe. « *Je ne tirerai pas sur une ambulance, cependant le parti socialiste n'est plus un parti d'opposition* » Diable, quelle audace ! Il le payait cher d'ailleurs. L'ensemble des intervenants (sympathisants et militants socialistes identifiés) étaient unanimes. Besancenot était le chef d'un parti « *irresponsable* », « *contestataire* » et qui de toute manière « *était incapable d'assumer le pouvoir* ». Le pouvoir et la capacité à l'assumer, voilà ce dont il était question.

Mal embouché que j'étais, il devenait nécessaire d'aller prêter main forte à Besancenot et j'avais le prétexte d'aller poster un gros pétard parmi les commentaires de l'interview. Il convenait de faire très fort, afin de créer une diversion efficace. Sans plus attendre, je déposais le texte suivant. « *Besancenot n'a rien compris, il ne s'agit pas de tirer sur une ambulance, mais sur un corbillard. D'ailleurs chers militants, continuez à vous écharper comme des chiffonniers, nous autres allons continuer à diffuser des tracts devant les usines et discuter avec les intérimaires, remerciés par milliers en ces temps de crise. Excusez nous, mais nous faisons de la politique et vous de la politique "responsable"* ». Ce pamphlet ferait certainement l'unanimité. J'allais ramasser la volée de bois vert que je méritais, c'est du moins ce que je pensais naïvement. Quelques heures plus tard, coiffé d'un casque lourd, je repris le fil des échanges. Horreur, mon plan avait fait « *pschitt* » ! Pas une trace de polémique, pas un anathème, pas une critique. J'étais désespéré.

Pour ceux qui en douteraient encore, cette expérience semble nous démontrer qu'effectivement, nombre de militants socialistes ont clairement assimilé la dernière profession de foi du parti. « *la révolution, c'est vieux, l'économie de marché c'est bien mieux* ».

Ce parti semble s'être définitivement écarté de son ancrage dans les classes populaires et de la défense des intérêts des couches sociales les plus méprisées par ce fameux marché tout puissant, nouvelle marotte socialiste. De surcroît, la confrontation des idées de fond et la polémique (hormis celle confinante à l'insignifiance), semblent avoir fait les frais des mutations « *dégénératives* » en cours.

Hervé COUPERNOT

"CHRONIQUE DES MORTS-VIVANTS"



semble pas faire l'objet des préoccupations du militant socialiste, du moins pour ceux qui s'expriment sur les sites de la presse. Bref, on traite de la « *lutte des places* » et on sent bien que « *la lutte des classes* » est définitivement relayée au rang d'archaïsme.

Dépit, il devenait nécessaire d'espérer trouver du grain à moudre ailleurs. Une pépite nourricière nous fut livrée par *Libération*. Olivier Besancenot, dans le cadre d'une interview, venait de catalyser les forces socialistes contre lui. Le

Nos trop petites capacités militantes ne nous ont pas permis d'expédier le présent numéro suffisamment tôt pour qu'il parvienne à nos lecteurs/trices avant le 29 janvier. Nous n'avons pas même trouvé le temps de confronter vraiment nos points de vue sur cette journée d'action unitaire et interprofessionnelle exceptionnelle, sur le jeu qu'ont joué certaines bureaucraties syndicales en la mettant sur pied et sur la capacité actuelle de la base à les déborder, en poursuivant la mobilisation au-delà du 29. Nous avons donc renoncé à publier un texte là-dessus. Quoique... On l'a déjà fait, dans le dernier numéro ! (n°200, de décembre 2008 ; il sera offert à tout nouvel abonné, ainsi que le n°199 où commence une analyse détaillée de la crise). Mais sans entrer dans les finesses tactiques du moment, c'est vrai. Il n'empêche que ce texte du n°200 fournit un cadre général qui pourrait être bien utile si le 29 janvier avait des suites intéressantes. On en republie donc des extraits, tirés du chapitre intitulé « *Éléments pour un programme révolutionnaire* ».

Au cas où le 29 janvier aurait des suites révolutionnaires...

Si les circonstances s'y prêtent...

Inféodés qu'ils restent pour l'essentiel aux principes du néolibéralisme, la bourgeoisie et les gouvernements qui défendent ses intérêts par leurs politiques vont évidemment, dans un premier temps au moins, être disposés à continuer de faire payer aux travailleurs l'aggravation de la crise (...) Ces politiques (...) aggraveront encore la crise parce qu'elles accentueront le déséquilibre dans «*le partage de la valeur ajoutée*» qui en est le ressort fondamental (...)

Cette aggravation ne pourra que provoquer des réactions de la part des travailleurs qui (...) restent cependant pour l'instant imprévisibles. Ces luttes resteront-elles limitées au niveau local ou donneront-elles naissance à des débuts de coordination sur le plan national voire international ? Se cantonneront-elles aux formes classiques de lutte et d'organisation intégrées et intégratives à l'ordre capitaliste ou les déborderont-elles ? S'agira-t-il de luttes purement défensives sur l'emploi et le pouvoir d'achat ou mettront-elles en avant des revendications et des objectifs visant la réorganisation de la production et plus largement de la vie sociale ? Il est impossible de le savoir à l'heure actuelle. (...)

Il n'est pas exclu que, à l'horizon des toutes prochaines années, apparaisse et se consolide une nouvelle mouture du réformisme social-démocrate, préconisant la pratique d'un keynésianisme planétaire, sur fond de compromis entre capital et travail de même qu'entre centre et périphérie du système mondial, comme solution de la crise structurelle du capitalisme. Et il nous appartient de nous y préparer comme de nous préparer plus largement à la conjonction des différents éléments qui en favoriseraient le succès, nous qui ne luttons pas pour un capitalisme socialement et écologiquement réformé mais pour l'avènement d'une société émancipée non seulement du règne du capital et de toutes ses médiations (dont l'Etat) mais encore de toute forme de rapport d'exploitation et de domination de l'homme par l'homme. A nous de faire en sorte que les luttes des travailleurs en réponse à l'agression redoublée dont ils vont faire l'objet, dès

les prochains mois, de la part de la bourgeoisie et de ses gouvernants pour tenter de leur faire endosser le poids de l'aggravation de la crise, soient le plus radicales possible, dans leur forme comme dans leur contenu, de manière à ouvrir la voie à une telle perspective de rupture avec le capitalisme.

... Avançons nos revendications !

Les éléments revendicatifs qui suivent s'inscrivent explicitement dans cette perspective. L'équipe d'ACC-AES les a retenus sur la base d'un triple critère. D'une part, ils répondent à ce que nous savons être les urgences sociales actuelles, telles qu'elles résultent de trois décennies de dégradation continue de la situation des travailleurs que la pression redoublée des politiques néolibérales sous l'effet de la phase actuelle de la crise risque encore d'aggraver. D'autre part, si aucune de ces revendications ne se situe, à proprement parler, par elle-même au-delà du capitalisme, une lutte résolue pour les réaliser serait cependant susceptible d'engendrer une dynamique révolutionnaire. Enfin, il s'agit de tirer parti du discrédit profond dans lequel, à la faveur de la brusque aggravation de la crise qui vient de se produire, sont tombés non seulement la gestion néolibérale du capitalisme en crise mais encore le capitalisme lui-même.

- **Indexation du temps de travail** (journalier, hebdomadaire, annuel, sur l'existence toute entière d'un individu) sur les progrès de la productivité du travail, sans baisse de la rémunération salariale et avec les embauches supplémentaires nécessaires. Blocage des licenciements par modulation du temps de travail sur la charge d'activité de l'établissement. Socialisation sur fonds publics de toute entreprise se déclarant en faillite de manière à la transformer en entreprise autogérée. Interdiction du recours aux formes de travail précaires (contrats à durée déterminées, intérim, saisonniers, etc.) Le tout sous le contrôle de conseils d'établissement élus par les travailleurs et placés sous leur surveillance et leur direction.

- **Le SMIC à 1500 € net** Ecrasement de la hiérarchie des salaires et, plus lar-

gement, des revenus professionnels, qui doit être comprise au maximum entre 1 et 3. Indexation des salaires sur les progrès de la productivité.

- **Suppression des stocks options et des «parachutes dorés»** pour les dirigeants d'entreprise. Gel des dividendes au niveau de la rémunération du livret A : il n'y a pas de raison que les gros rentiers gagnent proportionnellement plus que les petits épargnants!

- **Suppression de toutes les niches fiscales et du «bouclier fiscal»**. Aligement de la contribution fiscale et sociale des revenus patrimoniaux sur celle des revenus du travail. Forte augmentation des taux d'imposition de la fortune. Ramener le taux d'imposition des sociétés à 50 %. Suppression des toutes les exonérations de cotisations sociales.

- **Institution d'un «bouclier social» : un revenu minimal garanti par personne** équivalent à 75 % du SMIC ; une garantie de protection sociale pour toute personne résidant en France. Abolition des dettes de tous les ménages dont les revenus par personne ont été au cours des années antérieures inférieurs à ce minimum.

- **Réquisition de tous les logements vides** pour les mettre à la disposition des «sans logis» et des «mal logés». Blocage des loyers. Lancement d'un vaste programme de construction de logements sociaux de qualité, aux normes écologiques renforcées. Renforcement des droits et des pouvoirs des locataires; constitution de comités des locataires dans le secteur du logement social.

- **Annulation des mesures de déremboursement et des franchises médicales** instituées au cours de ces dernières années. Réorganisation de l'ensemble de la médecine de ville autour d'un réseau de centres de soin polyvalents. Hausse du budget des hôpitaux publics destinée à leur permettre de faire face à leurs missions de service public. Conventonnement des seuls médecins libéraux et cliniques privées respectant les tarifs de la Sécurité sociale. Socialisation des industries pharmaceutiques.

- **Annulation des 'réformes' de l'assurance vieillesse** de 1993 et 2003.

Réduction à 35 ans (y compris la durée de formation au-delà de la formation obligatoire et les périodes de chômage) de la durée de cotisation nécessaire pour bénéficier d'une pension intégrale, dont le montant doit être égal à 75% du salaire moyen sur les dix meilleurs années de cotisation, sans pouvoir être inférieur au SMIC. Indexation des pensions sur le salaire moyen. Interdiction de la constitution de toute espèce de fonds de pension.

- **Socialisation⁽¹⁾ de l'intégralité des banques et des compagnies d'assurance** (évidemment sans indemnisation de leurs actuels propriétaires : ce sera notre manière de leur «faire payer la crise» dont ils sont les premiers responsables !) Constitution sur cette base d'un fonds social d'investissement au bénéfice des services publics, des équipements collectifs, du secteur de l'économie sociale et des entreprises autogérées.

- **Socialisation de toutes les industries stratégiques**, à commencer par les industries pétrolières et nucléaires, leur reconversion devant faire l'objet d'un débat et d'une décision démocratiques

- **Socialisation et développement des services publics et des équipements collectifs** sous le contrôle de comités composés de salariés et d'usagers. Institution de la gratuité de ces équipements et services.

- **Récusation et annulation de la dette publique de tous les Etats**, à commencer par celle des Etats périphériques.

- **Arrêt de l'ignoble chasse aux étrangers** et fermeture immédiate des centres de rétention. Droit de vote de tous les étrangers résidant en France à toutes les élections

Qu'il soit clair cependant que cet ensemble de revendications et d'objectifs n'a aucune prétention ni à l'exhaustivité ni à se substituer à ceux qui pourraient être élaborés par les travailleurs eux-mêmes dans le cours de leurs luttes. Nous faisons en effet pleinement confiance dans l'imagination des travailleurs en lutte pour en inventer d'autres, plus pertinentes et plus radicales encore.

¹ Par socialisation, nous entendons que ces entreprises doivent devenir la propriété de la société dans son ensemble, leur possession effective passant entre les mains de leurs travailleurs organisés en conseils d'établissement élisant leur direction en leur donnant mandat, lesquelles directions sont responsables devant les conseils et révocables par eux à tout moment.

Voilà un exemple concret de désorganisation d'un service public, qui illustre bien le texte publié pages 9 à 12 du présent numéro.

Longwy : SOS hôpital

L'hôpital du bassin de Longwy est menacé par son déficit financier. C'est un ancien hôpital privé des anciens maîtres de Forges, organisé à l'origine par des religieuses pour remettre en activité les travailleurs abîmés, puis lieu où les patients étaient triés en service général ou en service clinique selon qu'ils payaient ou non des suppléments.

Il est resté ensuite de statut privé tout en participant au service public hospitalier, ce qui lui octroyait une situation de monopole en zone frontalière. Plus tard, pour des raisons de rentabilité et de réorganisation des gardes médicales, il y a eu un recentrage des plateaux techniques, tandis que la gériatrie et la psychiatrie se développaient en périphérie. Ainsi s'est constitué un hôpital général de cinq cents lits avec chirurgie, médecine, maternité, réanimation, scanner, cardiologie, dialyse et consultations spécialisées.

Une gestion partielle a abouti à une situation de sur-encadrement, à un abondement coûteux d'un plan d'épargne-retraite pour les cadres, tandis que la mutuelle de groupe imposée au reste du personnel est à la charge des petits salariés. Un management décourageant avec refus de dialogue et mutations a fait fuir une partie du personnel qualifié outre frontière, attiré aussi par la différence de salaires.

Des restructurations déstabilisantes se sont succédées et ont fait baisser l'activité. Il y a eu modification de l'hospitalisation programmée attractive qui regroupait efficacement les examens et les prestations en un temps très court. Le service cardiologie a été éclaté en trois unités séparées et éloignées de la réanimation, au point que les patients entrant cherchaient leur lit et que les praticiens cherchaient leurs patients. Le départ de spécialistes recherchés a été provoqué par des difficultés dans la programmation des opérations dues à des motifs incertains. A cela s'ajoute le fonctionnement insuffisant du scanner malgré de fortes demandes d'examen radiologique.

Les dépenses d'investissement mal priorisées ont conduit à des achats de logiciels comptables coûteux et inefficaces, entraînant des retards de facturation. Des choix incohérents, livrant des chantiers à des entreprises extérieures, alors que l'atelier de l'hôpital est en mesure d'accomplir les travaux, ont amené à la vétusté des bâtiments, des ascenseurs, des véhicules et le système de protection contre l'incendie. En plus de la tarification à l'activité, pénalisante, des frais financiers bancaires élevés ont encore aggravé la situation jusqu'à hypothéquer les bâtiments et retarder le paiement des salaires, au point que le déficit cumulé entraîne l'intervention du tribunal de commerce.

Les situations de crise génèrent des opportunités pour les affairistes et le personnel à l'impression qu'on a rendu boiteux le canard pour mieux lui couper les ailes. Les propositions d'un repreneur privé non lucratif annoncent 180 suppressions d'emploi, avec mise en sous-traitance des services techniques et logistiques et une réduction de lits de gériatrie malgré un fort besoin local. Le projet de passage en simple chirurgie ambulatoire met en péril la maternité à cause des actes d'urgence associés.

Le personnel n'a pas été informé de ces mesures en préparation par la direction, mais par l'extérieur. De plus, les pouvoirs publics conditionnent des aides financières à des restructurations, ce qui constitue un chantage.

L'évolution se confirme de façon similaire à la catastrophe de Bitche, avec d'abord l'annonce de conserver les activités, puis l'abandon de services et les licenciements, en cassant le service public destiné à la population. Les patients et les élus locaux prennent conscience du désastre et le personnel s'est mobilisé lors d'une manifestation en bloquant la rue de l'hôpital. La coïncidence de l'annonce de plus de 600 suppressions de postes à l'hôpital public de Nancy a pour effet de dissuader la demande de nationalisation de notre établissement en difficulté.

L'avenir qui se profile pour l'offre de soins locale, c'est une ségrégation entre l'hôpital appartenant au service public, déficitaire du fait de la prise en charge de la totalité des prestations et des cliniques privées lucratives sélectionnant les pathologies rentables et la clientèle solvable. Ce qui fait qu'on ne traitera plus une maladie, même simple, là où elle se développe, mais là où elle rapporte. Et comme pour tout ce qui est socialement utile: école, poste, transport, information, communication, l'accès à la santé est remis en cause s'il n'assure pas des profits à une minorité.

Une mobilisation la plus large possible sur des objectifs locaux et généraux est encouragée actuellement.

Jean-Michel MINY

Eléments d'histoire de la Gauche en France (1)

Nous commençons ici la publication d'une suite d'articles qui malmènent des notions que la «Gauche» critique fait siennes le plus souvent est également une invitation à la lecture d'ouvrages historiques pour tirer le bilan de la lutte des classes au cours de laquelle le prolétariat n'a que de rares occasions d'affirmer son autonomie vis-à-vis des partis bourgeois et encore moins d'assumer son hégémonie sur l'ensemble des fractions de classes pouvant être ralliées à son émancipation.

La critique du capitalisme confrontée à la mondialisation libérale s'est renforcée sans pour autant aiguïser le tranchant de ses analyses lui permettant de remettre en cause les «politiques de Gauche» qui ont accompagné la période des Trente Glorieuses. Si les conduites d'accompagnement, voire de renforcement accéléré de la libéralisation, de la déréglementation menées par le Parti socialiste ont été caractérisées comme socio-libérales, un doute persiste encore sur son évolution. Persiste l'idée que toute transformation sociale supposerait de recourir à des alliances, des coalitions permettant d'acquérir une majorité de gouvernement. Cette **stratégie** qui omet les bouleversements, les recompositions que ne manqueront pas d'opérer les luttes de classes se profilant sur fond de crise économique, sociale et écologique est d'autant plus aveugle qu'elle **obscurcit ce qu'elle veut révéler.**

Pour se démarquer du PS, les antilibéraux, les anticapitalistes ont recours à une surenchère de **notions** qui les **éloignent du bilan historique** qu'il convient de mener sur l'histoire de la lutte des classes en France. C'est précisément ce dont témoignent les **appellations** «Gauche de la Gauche», «Gauche de Gauche», la «vraie Gauche», «la Gauche 100 % à Gauche», «maintenant à Gauche» et le «Parti de Gauche» de Mélenchon Elles entretiennent des confusions et illusions jamais élucidées sur nombre de positionnements. Cette série d'articles entend contribuer à les lever en revisitant l'histoire de la Gauche, non pas à la manière d'Alain Bihl qui, réévaluant Mai-juin 68 au regard de la domination de la bourgeoisie, examine les crises, les fractures que connaît son hégémonie¹ de la 3^{ème} à la 5^{ème} République, mais en récusant des «**emblèmes**» qualifiées rapidement de progressistes dont elle se prévaut.

Il est en effet communément admis qu'être «véritablement» de Gauche consisterait à se proclamer **républicain, laïc, anticolonialiste** et, pourquoi pas, **anticapitaliste** en matière économique. En fait, sur le plan historique ces «valeurs» ne sont pas aussi limpides qu'elles y paraissent. Elles forment pourtant, pour le sens commun, un ensemble d'idées, de normes, une culture commune qui semblent, dans des circonstances historiques déterminées, aller de soi pour nombre de militants se classant à Gauche.

Tout d'abord, il convient de souligner que le positionnement à Gauche au sein des Assemblées est relativement tardif. Absent pendant la Révolution de 1789, où l'on distingue les Montagnards qui siègent au sommet de l'Assemblée, de la Plaine et des Girondins, elle n'apparaît qu'à la suite de la Restauration, en opposition précisément à la Droite royaliste. En effet, la République, cette valeur dite de Gauche, émerge en France à la suite de l'échec de l'Empire et de la monarchie constitutionnelle. De Louis XVIII à Louis Philippe, les épisodes insurrectionnels de 1830, 1848, et, pour d'autres raisons, l'écrasement de la Commune de Paris (1871) démontrent, qu'en France, l'alliance de la bourgeoisie et de l'aristocratie est impossible. Tout comme est irréali-

sable l'instauration d'une monarchie constitutionnelle. En l'absence de monarque pour prendre la relève de l'Empire déchu de Napoléon III, face à l'impossibilité de rallier, de fondre les débris des classes féodales dans le «bloc social» assurant la domination de la bourgeoisie et à la nécessité périodique du recours au peuple pour s'imposer, la nouvelle classe dominante fit le choix définitif de la République. C'est Thiers, le bourreau de la Commune, qui le reconnut et en fut le véritable fondateur : «*La République, c'est le gouvernement qui nous divise le moins*». Il y a donc, pour ceux qui se réclament du peuple contre la bourgeoisie quelque étrangeté à se proclamer républicain...

Les raisons du républicanisme de la bourgeoisie

Parce qu'elle s'oppose frontalement à des forces contre-révolutionnaires puissantes, la bourgeoisie est ou devient républicaine. C'est qu'en effet, le bloc social constitué de propriétaires fonciers, de débris des classes aristocratiques qui rêvent de revanche, trouve des relais, des appuis très importants au sein de l'Eglise catholique dont l'influence est considérable tout particulièrement dans une partie du monde rural. Bourgeois et aristocrates n'ont de cesse de rallier à leur cause les paysans. La Révolution de 1789 s'est forgée contre les puissances étrangères, le Roi a failli parce qu'il s'y est rallié. La levée en masse se fait contre le retour de la royauté que veulent imposer les monarchies européennes. La guerre de Vendée réprime le petit peuple qui fait cause commune avec l'étranger. Les guerres napoléoniennes poursuivront cet objectif de défendre la patrie et d'étendre la révolution bourgeoise en Europe. Pour ce faire, il sera fait appel au patriotisme de masse contre les tyrans au profit des Lumières. Cette idée expansionniste, militariste de la «Grande nation» diffusant l'universalisme des Droits de l'Homme est, dès son origine, mar-



Victor Hugo par Daumier

quée par sa propre ambiguïté. Son progressisme masque son bellicisme. La civilisation qu'il est sensé représenter n'a de cesse de propager la xénophobie contre les Russes, les Anglais qui se veulent maîtres du monde ou plus tardivement contre les Arabes en restaurant le mythe de la bataille de Poitiers et ce pour mieux assurer les visées colonialistes. L'universalisme patriotique et nationaliste s'oppose aux «barbares» qui «d'un sang impur abreuvent nos sillons».

Quant à l'idée de **nation**, elle se veut l'antithèse de la monarchie, où le corps du roi est sensé représenter l'ensemble de ses sujets. Désormais, c'est le «*Tiers Etat (qui) est tout*», l'aristocratie et l'Eglise doivent être dominées. Ce renversement signifie pour la nouvelle classe dominante que son hégémonie ne doit plus être contestée. L'unité nationale qui transcende les classes, fait prévaloir un intérêt général, se doit de s'imposer et d'éradiquer les particularismes régionaux et leurs parlers (patois, breton, basque). Les fêtes commémoratives tout comme le recours à l'école posséderont cette fonction d'éradication pour diffuser contre l'Eglise, en ralliant les notables, les élus de province et les instituteurs ce nationalisme, tout comme le respect du Droit y compris contre le peuple. Mais avant d'examiner les raisons de l'âpreté du combat laïc et scolaire contre l'Eglise, il convient d'approfondir ce qu'est réellement cette **République** qui se met en place après de mortels soubresauts de 1830 à 1871.

Entre instrumentalisation et répression : 1830, 1848, 1871

Le régime républicain s'est identifié dès l'origine à la **démocratie représentative** et à l'**unité de la Nation** qu'il se devait d'accomplir. Contraint de se défaire des forces conservatrices aristocratiques et limité d'abord par le cens, limitant le droit de vote à une couche restreinte de propriétaires sensés de par leur indépendance financière émettre librement leurs opinions éclairées, la représentation nationale a dû s'élargir. Cette concession, comme d'autres, tel le droit de réunion et d'association, ne fut consentie que dans l'espoir de circonvenir «les classes dangereuses». La bourgeoisie, comme nous allons le voir, a utilisé les mouvements populaires pour asseoir sa domination. Celle-ci, réalisée partiellement (ou totalement en 1871), elle n'eut de cesse de les réprimer quand ils menaçaient ses propres intérêts. Ensuite, le mouvement ouvrier acquérant sa propre autonomie, elle oscillera entre tentatives d'intégration et coercition plus ou moins sanglantes, et ce, jusqu'à la 1^{ère} guerre mondiale.

En effet, le régime parlementaire qui s'instaure d'abord, malgré les soubresauts qu'il connaît, limite la légitimité du débat en son sein et déclare illégitimes l'expression et les conflits d'opinions au sein de l'espace public. La loi Le Chapelier (1791) interdisant les corporations et les coalitions d'artisans et d'ouvriers en est l'illustration originaire. Les mouvements populaires ne sont tolérés que lorsque sous direction de la classe dominante, ils permettent la marginalisation des classes aristocratiques et conservatrices.

Ainsi, à l'issue des 3 Glorieuses et de l'abdication de Charles X, l'opposition libérale-bourgeoise triomphe et installe en compromis avec les débris des classes aristocratiques, Louis Philippe, **roi-citoyen**. L'enthousiasme populaire va vite être refroidi. La **démocratisation** du régime est des plus limitée et l'**unité de la Nation** retrouvée se construit contre la subversion initiée par la «populace». Deux faits significatifs suffisent à illustrer cette analyse: cette «révolution» de 1830 consent à baisser le cens en faisant passer le nombre d'électeurs de 100 000 à 240 000, soit 2,1 % de la population mâle (!). Quant à l'expression des intérêts des ouvriers, la répression sanglante des Canuts lyonnais exprime l'essence même de ce régime: le

droit de propriété des moyens de production est sacré et l'exploitation capitaliste ne saurait être remise en cause. La Gauche républicaine la plus avancée n'y trouve rien à redire; elle se contente de prôner la réconciliation des classes: l'enseignement primaire doit y contribuer tout comme les illusions entretenues par l'idéologie de l'ascension sociale qu'elle dénomme, à l'époque «*échelle sociale rendue abordable aux plus humbles des manœuvriers*».

La Révolution de 1848 va réitérer les mêmes manœuvres d'instrumentalisation –répression des mécontentements populaires. L'unité imaginaire de la Nation ne parvient pas à dissoudre la lutte des classes.

A la suite d'une campagne de banquets républicains visant à assurer une représentation plus confortable de la bourgeoisie face aux éléments conservateurs, éclate, à Paris, le 22 février, l'insurrection populaire : la Chambre et l'Hôtel de Ville sont envahis. Les figures républicaines se glissent aux premiers rangs pour canaliser et se servir du mouvement: la 2^{ème} République est instaurée. S'ils consentent à abolir l'esclavage, à proclamer la liberté de la presse, le droit de réunion et d'association, le droit au travail, la constitution des ateliers nationaux, la limitation de la

journée de travail à 10 H à Paris et à 11 H en Province, c'est pour mieux contenir, tenter d'apaiser la vague populaire qui les a portés au pouvoir. En fait, c'est une Gauche d'ordre qui est au pouvoir. Installée, pour elle, la Révolution c'est fini. Lamartine ne s'en cache pas: l'égalité pour lui n'a aucun contenu social, «*elle est juridique, politique, civile et rien de plus*». Quant à Ledru-Rollin, ce radical-socialiste, les droits proclamés au soir de la Révolution, il y met bon ordre. Ils ne sont pas faits pour ceux qui en feraient un usage abusif... Les clubs jugés irresponsables par leur activisme dans la rue sont interdits, les manifestations réprimées dans le sang, à Rouen du 26 au 28 avril, à Paris le 15 mai. Et quand le peuple de Paris, à qui on a volé la révolution s'insurge, l'on recourt au général Cavaignac qui a fait ses preuves dans les colonies pour réprimer la populace. Mais le peuple tient pendant 4 jours, barricades à l'appui ; tout l'est de Paris résiste. La canonnade se soucie peu des accents d'humanisme: 3 000 insurgés trouvent la mort, il est procédé à 15 000 arrestations et à des déportations massives en Algérie. Cette boucherie dirigée par la **Gauche institutionnelle** provoque un climat de peur et de réac-



tion. Il facilitera le coup d'Etat du 2 décembre 1851 et l'onction populaire de Napoléon III qui recueillera les 3/4 des suffrages. Il marque également, comme une leçon à expérimenter, le début de l'autonomie de la classe ouvrière (naissance notamment de la 1^{ère} Internationale, Association internationale des travailleurs) qui pour son émancipation ne peut se fier à la bourgeoisie quand bien même se proclamait-elle de Gauche.

Cette tragédie prendra un tour encore plus macabre en 1871 lors de l'écrasement de la Commune de Paris. Il faut souligner toutefois dans ce cas une différence essentielle avec les épisodes précédents et ceux qui suivront et sur laquelle je reviendrai². Le Peuple de Paris ne s'est pas contenté de se soulever pour s'opposer à l'abandon de la défense nationale du territoire envahi par les Prussiens suite à la défaite napoléonienne à Sedan. Il a pris le pouvoir, éliminé le vieil appareil d'Etat et à la suite de l'élection de ces mandataires révocables, dans le laps de temps très court qui leur fut laissé, promurent des mesures économiques et sociales³ qui parurent inacceptables à la bourgeoisie écumant de rage⁴. Ils avaient osé bouleverser de fond en comble l'ordre existant et nié l'Etat capitaliste (et ses institutions), cet «avorton surnaturel», «cette excroissance parasitaire» pour reprendre les formules de Karl Marx. Thiers, le boucher de la semaine sanglante avec la complicité de Bismarck l'envahisseur, ne fit pas de quartier⁵ vis-à-vis de ceux qui avaient osé «monter à l'assaut du ciel» et instauré «la Sociale».

Le régime parlementaire et ses institutions étatiques est dès la naissance de la 3^{ème} République taché du sang indélébile du prolétariat. Tout sera tenté surtout au cours des premières décennies du règne des Jules pour enterrer la Commune dans un linceul d'infamie. Progressivement, le mouvement ouvrier récupérera la vérité de sa propre histoire, notamment au travers du marxisme, de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme. Les classes dominantes y compris la Gauche au pouvoir entre 1906 et 1919 oscilleront entre répressions et tentatives de museler ou d'intégrer la classe ouvrière. Ce sera l'objet d'un prochain article.

Gérard Deneux

Pour en savoir plus

- « *Histoire des Gauches en France* » (tome 1) Collectif sous la direction de Jacques Becker. Ed. La découverte.

- « *La 2^{ème} République. 1848-1851* » – Inès Muret – Fayard.
- « *Les luttes de classes en France – 1848-1850* ». Karl Marx – éditions sociales.
- « *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* » – Karl Marx – éditions sociales.
- « *La guerre civile en France* » – Karl Marx – éditions sociales.
- « *Histoire de la Commune de 1871* ». P.O. Lissagaray – Maspero.
- « *La Commune* » – Louise Michel – Stock.
- « *Souvenirs d'une morte vivante* » – Victorine B. Maspero.
- « *Raoult Rigault, 25 ans, Communard* » – Luc Willette – Syros.
- « *Histoire sociale de la France du 19^{ème} siècle* » – Christophe Charles - Seuls.

Notes

1) Lire l'éclairant article d'Alain Bihl " Mai-juin 68 en France. L'épicentre d'une crise hégémonique " dans *Intervention* n°8.

2) Dans un prochain article, il sera traité de la Gauche et la question centrale de l'Etat.

3) Entre autres: annulation des quittances dues par les locataires, réquisition des logements vacants, réforme radicale de l'enseignement, instruction laïque gratuite obligatoire, accès des files, écoles professionnelles, abolition du travail de nuit, bourses du travail, ateliers abandonnés par les patrons autogérés par les ouvriers sous forme de coopératives.

4) Après la répression, l'état de siège fut maintenu jusqu'en 1876: censure des théâtres et couvre feu, autorisation préalable pour les journaux. La République bourgeoise interdit de parler, d'écrire sur la Commune de manière positive jusqu'à la 1^{ère} guerre mondiale. Le régime municipal de droit commun avec élection du Maire n'est rétabli qu'en 1977 !

5) Le nombre de morts est encore plus ou moins tabou: certains parlent de plus de 100 000 tués. Les chiffres plus ou moins officiels se situent entre 20 à 35 000 dont 16 000 pendant la semaine de répression et 3 500 exécutés sans jugement dans les jours qui suivirent. 40 000 parisiennes furent arrêtées, les tribunaux prononcèrent 10 137 condamnations dont 93 peines de mort et de nombreuses peines aux travaux forcés, déportations en Algérie et en Nouvelle Calédonie.

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d'«**Alternative Libertaire**» n° 180 (Janvier 2009). «**Alternative Libertaire**» coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque. Abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à «**Alternative libertaire**» BP 295 75921 PARIS cedex 19.

La beauté est dans la rue

En Grèce, selon nos camarades, une idée circulait mi-décembre dans les rangs des manifestations : le recul de Xavier Darcos devant le mouvement lycéen en France a été la première conséquence du mouvement social grec.

Et c'est bien là la crainte manifestée par le gouvernement sarkozyste : voir dans l'Hexagone une réplique du Décembre grec, qui s'étire déjà à janvier.

La jeunesse semble vouloir aujourd'hui prendre l'initiative des hostilités contre les oligarchies capitalistes. Et la jeunesse grecque, par l'ampleur de son insurrection, par son exemplarité, annonce la couleur : tout se joue dans la rue.

Là-bas comme ici, par delà les frontières, le moteur des manifestations ou des émeutes est la question de l'avenir à assurer à une jeunesse qui fonce à toute vitesse vers le mur de la crise sociale.

Se répandant par-delà la Méditerranée, la «génération 600 euros» là-bas et la destruction du service public d'éducation ici sont les deux conséquences d'un même système. Celui d'un capitalisme prédateur qui pensait pouvoir encore se repaître longtemps des chairs, attendries par l'apathie, d'un prolétariat en déroute.

Et c'est du pouvoir d'État que le Capital peut espérer le meilleur soutien. L'État, bras armé ou «divertissement démocratique» selon l'enjeu et les situations.

Mais le capitalisme est en crise et il veut faire payer l'addition aux populations laborieuses, à la jeunesse. Il risque de croiser le chemin d'une révolte déterminée, empruntant les rues d'Athènes ou de Paris, et bien décidée à lui faire rendre gorge.

Au développement international de la crise capitaliste doit répondre celui, tout aussi international des luttes sociales. Avec les travailleurs et les travailleuses associées à l'élan donné par la jeunesse.

Soyons-en sûrs, en Grèce, en France, comme partout ailleurs, la beauté est dans la rue.

Alternative libertaire, le 22 décembre 2008

Rencontres et lectures à contre courant

Les Temps Maudits

Le n°27 des "Temps Maudits", revue de la CNT, vient de paraître. Il est essentiellement consacré à l'autogestion, considérée moins en tant que concept que comme terrain d'expérimentations quotidiennes, comme pratique. Pour l'auteur du premier texte "Autogestion et Révolution", "l'autogestion en soi n'existe pas. Un concept sans interaction avec la matière relève de la métaphysique et n'a donc aucune réalité. Seuls existent des pratiques et des actes autogestionnaires". Le lecteur sait donc d'entrée où il doit porter son regard: sur l'ancrage de l'autogestion dans la réalité. Encore faut-il préciser ce qu'on entend sous ce vocable, exact contraire de ce que certains nomment "l'hétérogestion". Définition et terrains d'application constituent la teneur du second texte.

Toujours en rapport avec l'autogestion, sans qu'ils soient totalement centrés sur le sujet, d'autres textes suivent. "Penser la décroissance avec Serge Latouche", Autogestion et travail social (Témoignage des pratiques d'un éducateur spécialisé), une expérience AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), quelques lignes sur les "Piqueteros" et les entreprises récupérées en Argentine. La littérature prolétarienne est présente avec deux textes, l'Education également: "Georges Sorel et l'Education", ainsi que l'accord de Nouméa (5 mai 1998) perçu comme stratagème d'Etat. La rubrique "Livres et Revues" clôt la livraison.

Le n° : 7 euros - Abonnement (6 n°) : 33 euros, soutien 40 euros, Chèque à l'ordre de la CNT adressé à : **Les Temps Maudits**, Bourse du Travail, salle 15 bis 42028 Saint-Etienne cedex 1.

In memoriam : Marthe Ekemeyong Mourié

Le jeudi 8 janvier, aux alentours de 21H30, le corps de la susnommée a été retrouvé à son domicile d'Ebolowa, ville au sud du Cameroun. Le coupable présumé de ce meurtre crapuleux, Franck Eboutou Milla (18 ans), a été interpellé, le 12 janvier. La défunte, âgée de 77 ans, était la veuve de Félix-Roland Mourié, le leader de l'Union des populations du Cameroun, décédé à Genève, le 3 novembre 1960, des suites d'un empoisonnement au thalium par un barbouze du SDECE. Dans son documentaire *L'assassinat de Félix Mourié- L'Afrique sous contrôle*, Frank Garbely (ACC d'avril 2006) dépeignit les circonstances qui présidèrent à ce forfait impuni. Marthe Ekemeyong Mourié avait publié, le 29 mars 2006, un essai préfacé par Ahmed Ben Bella, *Victime du colonialisme français* (Éditions Duboiris à Paris, 176 pages, 15 €).

René Hamm

Conférence débat avec une militante de RAWA

Non seulement le gouvernement d'Hamid Karzaï ne contrôle qu'une petite fraction du territoire de l'Afghanistan, mais, là où il est présent, la défense des droits de femmes ne fait pas partie de ses actions. Par contre le gouvernement afghan privatise à tout va les entreprises publiques et attire les investissements étrangers. Ce sera une entreprise chinoise qui exploitera la mine de cuivre d'Ainak. L'Afghanistan est potentiellement très riche en minerais et en gaz, mais ce ne seront pas les Afghans qui bénéficieront de ces ressources ! Entre l'oppression des Talibans et l'occupation militaire de l'OTAN, Quels changements pour le peuple Afghan ?

Rencontre et discussion Avec Zoya, militante de l'association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan (RAWA) qui lutte depuis 1977 pour les droits des femmes, la démocratie et la justice sociale en Afghanistan. Jeudi 5 février 2009, 20h00 Maison des syndicats 1 rue Sédillot à Strasbourg. Pour plus d'infos : voir www.al-alsace.tk

Pour aider le site de Michel Collon

Vous avez déjà pu lire dans les colonnes d'ACC des textes mis en ligne sur le site internet de Michel Collon. Pour soutenir ce dernier, qui vient de lancer un nouveau site de média alternatif en plusieurs langues, encore plus pratique, plus clair et plus riche, vous pouvez effectuer un virement électronique via PAYPAL (voir www.michelcollon.info).

Vous pouvez aussi envoyer un chèque à l'adresse de et à l'ordre de : Vanessa Stojilkovic, 20 rue de l'espérance, 26000 Valence. Vous apporterez ainsi une contribution à une équipe de militant-e-s qui combat les médiamentonges sur le Moyen-Orient, informe sur ce qui change en Amérique latine, donne à l'Afrique une place sur Internet, et met au jour les stratégies cachées de l'Europe et des Etats-Unis.

Inventer l'inconnu

Textes et correspondance autour de la Commune, précédé de Politiques de Marx, par Daniel Bensaïd. Ce livre présente des lettres peu connues de Marx et Engels, avec les textes célèbres autour de la Commune. On voit s'y élaborer les thèmes de l'État moderne, des guerres nationales, du bonapartisme, de la république, de la démocratie, de la transfiguration des classes sociales dans leur représentation politique. L'impératif de solidarité envers les insurgés parisiens n'interdit jamais la lucidité et la critique devant l'échec de contradictions, les hésitations ou les inconséquences des acteurs, la tragédie du trop tôt ou trop tard.

Que Marx soit autre chose qu'un théoricien de l'économie, que chez lui «l'action politique ne se réduit jamais à la plate traduction d'une logique historique», c'est le sujet principal du texte de Daniel Bensaïd, Politiques de Marx.

«*Inventer l'inconnu*» est paru aux Editions La Fabrique. 300 pages 18 euros ISBN 978-2-91-3372-85-6

La Françafrique décomplexée

En 2007, le candidat Nicolas Sarkozy a multiplié les annonces de rupture avec la politique africaine de ses prédécesseurs, dénonçant le soutien aux dictatures, la diplomatie secrète, le clientélisme, ou encore les détournements de l'aide au développement, bref la «Françafrique». Depuis sa prise de fonction, Sarkozy fait bien sûr le contraire de ce qu'il a promis : perpétuation de relations clientélistes, discours essentialiste de Dakar sur l'« homme africain », soutien à des dictateurs (Bongo, Khadafi...), défense de l'affairisme français (Bolloré, Bouygues...), intervention militaire au Tchad, rôle joué par certains émissaires officieux (Bourgi, Balkany...)... Bref, c'est la perpétuation de la politique néocoloniale que chaque président français a poursuivie depuis les «indépendances» africaines.

Se basant sur des informations et des faits avérés, ce livre propose également un rapide retour en arrière sur les grandes lignes de la politique française en Afrique depuis 1958.

«*Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée*» est un ouvrage réalisé par l'association « Survie ». Préfacé par Odile Tobner, il est paru aux Editions Tribord. 160 pages, 4,5 euros.

Pourquoi on lutte.

Pourquoi on lutte ?

C'est pour chercher la justice !

La justice à travers un salaire,

Pour une vie meilleure

Et c'est pour prendre l'air,

L'air du temps que l'on nous prend.

Ce texte est extrait d'un petit ouvrage historico-autobiographique intitulé "TRANSBORDS" qui retrace quelques luttes menées ces dernières décennies. Ici, nous sommes en octobre 1979, à Marseille, dans une des usines du trust Alstom Atlantique.

Pour contacter l'auteur :
 Joachim MERIDA
 3 rue du chantier
 13007 MARSEILLE

Pourquoi on lutte?

Et c'est pour toucher l'autre,

Pour le sentir aussi.

Je fais la grève, tu la fabriques,

Je la travaille, on la façonne ;

Nous nous fondons dans elle ;

C'est un moment unique

Pendant lequel nous fusionnons.

COMITE DE REALISATION
 A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
 J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
 B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
 (service abonnements)
 BP 12123
 68060 MULHOUSE cedex 2



PRESSE
 DISTRIBUÉE PAR
 LA POSTE

Déposé le 29/01/2009

Sommaire	
Page 1	Edito: soutien au peuple palestinien
Page 2	Gaza : déclaration des AES
Page 3	Gaza : une contre information nécessaire
Page 4 à 6	Les inculpés de Tarnac
Page 7 et 8	Le libéralisme contre l'école
Page 9 à 12	La santé (mal)traitée
Page 13	PS : Election du premier secrétaire...
Page 14 à 15 .	Des suites révolutionnaires au 29 janvier?
Page 15	Longwy : SOS hôpital
Page 16 à 18	Eléments d'histoire de la gauche (1)
Page 18	La beauté est dans la rue (édito AL)
Page 19	Rencontres et Lectures
Page 20	Pourquoi on lutte.

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
 et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
 Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE